

**428 der Beilagen zu den stenographischen Protokollen des Nationalrates XIV. GP**

1977 02 01

**Regierungsvorlage****Übereinkommen über die Eintragung von Binnenschiffen samt Protokollen und Erklärungen der Republik Österreich gemäß Artikel 15 Abs. 1 des Übereinkommens****CONVENTION RELATIVE  
A L'IMMATRICULATION DES  
BATEAUX DE NAVIGATION  
INTERIEURE****Article premier**

1. Pour l'application de la présente Convention
  - a) l'expression « bureau d'immatriculation » désigne tout bureau qui tient un registre prévu à l'article 2 de la présente Convention;
  - b) sont assimilés aux bateaux les hydroglisseurs, les bacs, ainsi que les dragues, grues, élévateurs et tous engins ou outillages flottants de nature analogue.
2. Il est entendu que le terme « propriétaire » du bateau employé dans la présente Convention doit se comprendre au sens de la législation nationale de la Partie contractante sur un registre de laquelle le bateau est immatriculé.

**Article 2**

1. Les Parties contractantes s'engagent à tenir des registres pour l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure. Ces registres, établis conformément à la législation nationale, doivent répondre aux dispositions de la présente Convention.
2. Chacune des Parties contractantes détermine les conditions et les obligations d'immatriculation sur ses registres dans la mesure où ces conditions et obligations ne sont pas fixées par la présente Convention.
3. Tous ceux qui le requièrent ont le droit de se faire délivrer, contre paiement des frais, des extraits certifiés conformes des inscriptions portées sur le registre, ainsi que, dans la mesure où les inscriptions renvoient à des documents annexes déposés au bureau d'immatriculation, des extraits certifiés conformes de ces documents.

(Übersetzung)

**ÜBEREINKOMMEN ÜBER DIE EIN-  
TRAGUNG VON BINNENSCHIFFEN****Artikel 1**

- (1) Für die Anwendung dieses Übereinkommens
  - a) bezeichnet der Ausdruck „Registerbehörde“ jede Behörde, die ein Register nach Artikel 2 führt;
  - b) stehen den Binnenschiffen gleich: Gleitboote, Fähren sowie schwimmende Bagger, Krane, Elevatoren und alle anderen schwimmenden Anlagen und Geräte ähnlicher Art.
- (2) Es besteht Einverständnis darüber, daß der in diesem Übereinkommen verwendete Ausdruck „Eigentümer“ eines Binnenschiffs im Sinne der innerstaatlichen Rechtsordnung der Vertragspartei zu verstehen ist, in deren Register das Schiff eingetragen ist.

**Artikel 2**

- (1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, Register für die Eintragung von Binnenschiffen zu führen. Diese gemäß der innerstaatlichen Rechtsordnung angelegten Register müssen den Bestimmungen dieses Übereinkommens entsprechen.
- (2) Jede Vertragspartei bestimmt die Voraussetzungen und die Verpflichtung zur Eintragung in ihre Register insoweit, als die Voraussetzungen und die Verpflichtung nicht in diesem Übereinkommen festgelegt sind.
- (3) Jeder, der es verlangt, hat das Recht, sich gegen Zahlung der Kosten beglaubigte Auszüge aus den Registereintragungen sowie aus den bei der Registerbehörde hinterlegten Urkunden ausstellen zu lassen, soweit die Eintragungen zu ihrer Ergänzung auf diese Urkunden verweisen.

## Article 3

1. Une Partie contractante ne pourra admettre l'immatriculation d'un bateau sur ses registres que si l'une au moins des conditions suivantes est remplie:

- a) le lieu d'où l'exploitation du bateau est habituellement dirigée se trouve sur le territoire de cette Partie contractante;
- b) le propriétaire du bateau étant une personne physique, cette personne est un ressortissant de cette Partie contractante ou a sa résidence habituelle sur le territoire de cette Partie contractante;
- c) le propriétaire du bateau étant une personne morale ou une société commerciale, cette personne morale ou cette société a son siège ou la direction principale de ses affaires sur le territoire de cette Partie contractante;

étant entendu que les conditions b) et c) ci-dessus ne seront pas considérées comme remplies pour un bateau en copropriété lorsque des personnes remplissant ces conditions n'ont pas au moins la moitié de la propriété du bateau.

2. Chacune des Parties contractantes s'engage à prescrire que, sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 4 de la présente Convention, soit immatriculé sur ses registres tout bateau remplissant les conditions prévues par sa législation en conformité des dispositions du paragraphe 1 du présent article pour pouvoir y être immatriculé. Cette obligation des Parties contractantes n'existe, toutefois, ni pour les bateaux affectés au transport des marchandises dont le port en lourd est inférieur à 20 tonnes métriques ni pour les autres bateaux dont le déplacement est inférieur à 10 mètres cubes.

3. Chacune des Parties contractantes s'engage à prendre les mesures nécessaires pour qu'un bateau ne puisse se trouver immatriculé simultanément sur plus d'un de ses registres. Toutefois, cette disposition ne met pas obstacle à l'établissement de registres centraux où les inscriptions sur les registres locaux se trouvent reproduites.

## Article 4

1. Si un bateau remplit des conditions telles qu'il puisse ou doive, d'après les législations nationales, être immatriculé sur les registres de plusieurs Parties contractantes, il ne peut être immatriculé que sur les registres d'une seule de ces Parties et le propriétaire a le choix du pays où le bateau sera immatriculé.

## Artikel 3

(1) Eine Vertragspartei darf die Eintragung eines Binnenschiffs in ihre Register nur zulassen, wenn mindestens eine der folgenden Voraussetzungen gegeben ist:

- a) daß sich der Ort, von dem aus das Schiff gewöhnlich betrieben wird, im Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei befindet;
- b) daß der Eigentümer des Schiffs, wenn er eine natürliche Person ist, Staatsangehöriger dieser Vertragspartei ist oder seinen gewöhnlichen Aufenthalt im Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei hat;
- c) daß der Eigentümer des Schiffs, wenn er eine juristische Person oder eine Handelsgesellschaft ist, seinen Sitz oder die Hauptleitung seiner Geschäfte im Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei hat;

die unter b) und c) genannten Voraussetzungen werden bei einem im Miteigentum stehenden Binnenschiff nur dann als gegeben angesehen, wenn Personen, denen das Schiff mindestens zur Hälfte gehört, diese Voraussetzungen erfüllen.

(2) Jede Vertragspartei verpflichtet sich vorzuschreiben, daß — vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 4 Absätze 1 und 2 — jedes Binnenschiff in ihre Register eingetragen wird, wenn es die Voraussetzungen für die Eintragung erfüllt, die entsprechend Absatz 1 in ihrer Rechtsordnung vorgesehen sind. Diese Verpflichtung der Vertragsparteien besteht jedoch weder für Binnenschiffe, die für die Beförderung von Gütern verwendet werden und eine Tragfähigkeit von weniger als 20 Metertonnen haben, noch für andere Binnenschiffe mit einer Wasserverdrängung von weniger als 10 Kubikmetern.

(3) Jede Vertragspartei verpflichtet sich, die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, damit ein Binnenschiff nicht gleichzeitig in mehr als einem ihrer Register eingetragen sein kann. Diese Bestimmung steht jedoch der Einrichtung von Zentralregistern nicht entgegen, in denen die in den örtlichen Registern enthaltenen Eintragungen wiedergegeben sind.

## Artikel 4

(1) Erfüllt ein Binnenschiff die Voraussetzungen, unter denen es nach den innerstaatlichen Rechtsvorschriften in die Register mehrerer Vertragsparteien eingetragen werden könnte oder eingetragen werden müßte, so darf es nur in ein Register einer einzigen dieser Vertragsparteien eingetragen werden; der Eigentümer hat die Wahl, in welchem Staat das Schiff eingetragen werden soll.

## 428 der Beilagen

3

2. Aucune des Parties contractantes ne peut exiger l'immatriculation sur ses registres d'un bateau remplissant les conditions fixées par sa législation pour l'immatriculation lorsque ce bateau est immatriculé dans un pays qui n'est pas Partie contractante et que, dans ce pays, il remplit l'une des conditions prévues au paragraphe 1 de l'article 3 de la présente Convention.

3. Toutefois, chacune des Parties contractantes a le droit d'exiger que les personnes physiques qui sont ses ressortissants et les personnes morales et sociétés commerciales dont le siège se trouve sur son territoire immatriculent sur ses registres les bateaux leur appartenant pour plus de moitié, lorsque leur résidence habituelle ou, dans le cas de personnes morales ou de sociétés commerciales, la direction principale de leurs affaires se trouve sur son territoire.

**Article 5**

1. Chaque Partie contractante a la faculté de prévoir les conditions dans lesquelles un bateau en cours de construction sur son territoire peut ou doit être immatriculé sur ses registres. L'article 8 de la présente Convention ne s'applique pas à ces immatriculations.

2. Un bateau en cours de construction sur le territoire d'une Partie contractante ne peut être immatriculé que sur les registres de cette Partie contractante.

**Article 6**

1. L'obligation prévue au paragraphe 2 de l'article 3 de la présente Convention ne vise pas les bateaux qui n'ont pas été immatriculés en cours de construction en conformité des dispositions de l'article 5 de la présente Convention et qui, après achèvement de leur construction, se rendent dans le pays où ils devront être immatriculés.

2. L'obligation prévue au paragraphe 2 de l'article 3 de la présente Convention ne vise pas non plus les bateaux provenant d'un pays qui n'est pas Partie contractante et se rendant dans le pays où ils devront être immatriculés.

**Article 7**

1. Toutes les inscriptions relatives à un même bateau doivent se trouver sur un même registre.

2. Toute inscription sur un registre doit être datée; il en est ainsi même si l'inscription consiste à modifier ou à radier une inscription antérieure.

**Article 8**

1. L'immatriculation a lieu à la demande du propriétaire du bateau, et celui-ci doit présenter

(2) Keine Vertragspartei kann die Eintragung eines Binnenschiffs, das die von ihrer Rechtsordnung für die Eintragung bestimmten Voraussetzungen erfüllt, in ihre Register verlangen, wenn das Schiff in einem Staat eingetragen ist, der nicht Vertragspartei ist, und wenn es in diesem Staat eine der in Artikel 3 Absatz 1 vorgesehenen Voraussetzungen erfüllt.

(3) Jede Vertragspartei kann jedoch verlangen, daß natürliche Personen, die ihre Staatsangehörigen sind, und juristische Personen oder Handelsgesellschaften, deren Sitz sich in ihrem Hoheitsgebiet befindet, die Binnenschiffe, die ihnen zu mehr als der Hälfte gehören, in ein Register dieser Vertragspartei eintragen lassen, wenn sie ihren gewöhnlichen Aufenthalt oder — bei juristischen Personen oder Handelsgesellschaften — die Hauptleitung ihrer Geschäfte im Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei haben.

**Artikel 5**

(1) Jede Vertragspartei kann die Voraussetzungen festlegen, unter denen ein in ihrem Hoheitsgebiet im Bau befindliches Binnenschiff in ihre Register eingetragen werden kann oder eingetragen werden muß. Artikel 8 ist auf diese Eintragungen nicht anzuwenden.

(2) Ein im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei im Bau befindliches Binnenschiff kann nur in die Register dieser Vertragspartei eingetragen werden.

**Artikel 6**

(1) Die in Artikel 3 Absatz 2 vorgesehene Verpflichtung gilt nicht für Binnenschiffe, die während des Baues nicht gemäß Artikel 5 eingetragen worden sind und die sich nach ihrer Fertigstellung in den Staat begeben, in dem sie eingetragen werden sollen.

(2) Die in Artikel 3 Absatz 2 vorgesehene Verpflichtung gilt auch nicht für Binnenschiffe, die aus einem Staat kommen, der nicht Vertragspartei ist, und die sich in den Staat begeben, in dem sie eingetragen werden sollen.

**Artikel 7**

(1) Alle Eintragungen, die dasselbe Binnenschiff betreffen, müssen in demselben Register enthalten sein.

(2) Jede Registereintragung ist mit dem Datum zu versehen; das gleiche gilt für eine Eintragung, durch die eine frühere Eintragung geändert oder gelöscht wird.

**Artikel 8**

(1) Das Binnenschiff wird auf Antrag des Eigentümers eingetragen; dieser hat die erforderlichen

les pièces justificatives nécessaires. La demande doit indiquer soit que le bateau n'est pas immatriculé ailleurs soit, s'il est déjà immatriculé, le bureau où il l'est; elle doit indiquer, en outre, toute bureau où le bateau aurait été immatriculé antérieurement.

2. Chaque bureau d'immatriculation doit inscrire tout bateau qu'il immatricule sous un numéro distinct, les numéros ainsi délivrés formant une série continue.

3. L'inscription sur le registre doit comprendre au moins les indications suivantes:

- a) nom ou autre désignation du bateau;
- b) type du bateau, matériaux dont est faite la coque, année et lieu de construction et, pour les bateaux à propulsion mécanique, même auxiliaire, nature et puissance de la machine;
- c) port en lourd (en tonnes métriques) ou déplacement (en mètres cubes), tel qu'il est indiqué au certificat de jaugeage, ou, dans l'éventualité où il n'est pas requis de certificat de jaugeage, tel qu'il résulte des indications fournies et de la méthode de calcul de la jauge à partir de ces indications qui est appliquée dans le pays où l'immatriculation est demandée;
- d) nom et adresse ou domicile du propriétaire et, en cas de copropriété, part de chacun des copropriétaires.

#### Article 9

1. Si des modifications surviennent dans les faits qui font l'objet d'inscriptions au registre conformément à l'article 8 de la présente Convention, l'inscription en doit être demandée au bureau d'immatriculation par le propriétaire et celui-ci doit présenter les pièces justificatives nécessaires, ainsi que le certificat prévu à l'article 12 de la présente Convention et le duplicata s'il en a été délivré un.

2. Toutefois, chaque Partie contractante peut prévoir dans sa législation que, lors du transfert de la propriété d'un bateau, la modification de l'inscription peut ou doit être demandée par la personne qui acquiert le bateau.

3. Si le bateau périt, est démoli ou devient définitivement inapte à la navigation, le propriétaire est tenu de demander au bureau d'immatriculation l'inscription de ce fait au registre; il doit justifier sa demande et présenter le certificat prévu à l'article 12 de la présente Convention ainsi que le duplicata s'il en a été délivré un.

Belege vorzulegen. Der Antrag muß die Angabe enthalten, daß das Binnenschiff nicht anderswo eingetragen ist, oder, falls es schon eingetragen ist, die Registerbehörde bezeichnen, bei der es eingetragen ist; er muß außerdem jede Registerbehörde bezeichnen, bei der das Schiff gegebenenfalls früher eingetragen war.

(2) Die Registerbehörde muß im Register jedes Binnenschiff unter einer eigenen Nummer so eintragen, daß diese Nummern eine fortlaufende Reihe bilden.

(3) Die Registereintragung muß mindestens folgende Angaben enthalten:

- a) den Namen oder die sonstige Bezeichnung des Binnenschiffs;
- b) die Gattung des Binnenschiffs, die Baustoffe des Schiffskörpers, das Baujahr und den Bauort; bei Binnenschiffen mit — wenn auch nur hilfsweise — maschinellem Antrieb die Art und die Leistung der Maschine;
- c) die Tragfähigkeit in Metertonnen oder die Wasserverdrängung in Kubikmetern laut Eichschein oder, falls ein Eichschein nicht erforderlich ist, nach den gemachten Angaben und der Berechnungsweise der Eichung, die auf Grund dieser Angaben in dem Staat angewendet wird, in dem die Eintragung beantragt wird;
- d) den Namen und die Anschrift oder den Wohnsitz des Eigentümers und bei Miteigentum den Anteil jedes Miteigentümers.

#### Artikel 9

(1) Ändern sich die Tatsachen, die gemäß Artikel 8 im Register eingetragen sind, so hat der Eigentümer die Änderung der Eintragung bei der Registerbehörde zu beantragen und die erforderlichen Belege sowie den in Artikel 12 vorgesehenen Schiffsbrief und gegebenenfalls ein davon ausgestelltes Doppel vorzulegen.

(2) Jedoch kann jede Vertragspartei in ihrer Rechtsordnung vorsehen, daß bei der Übertragung des Eigentums an einem Binnenschiff die Änderung der Eintragung von demjenigen beantragt werden kann oder beantragt werden muß, der das Schiff erwirbt.

(3) Wenn das Binnenschiff untergeht, zerstört oder endgültig zur Schifffahrt untauglich wird, ist der Eigentümer verpflichtet, bei der Registerbehörde die Eintragung dieser Tatsache in das Register zu beantragen; er muß seinen Antrag begründen sowie den in Artikel 12 vorgesehenen Schiffsbrief und gegebenenfalls ein davon ausgestelltes Doppel vorlegen.

## 428 der Beilagen

5

## Article 10

1. Chaque Partie contractante fixera les conditions auxquelles il peut ou il doit être procédé à la radiation de l'immatriculation d'un bateau inscrit sur ses registres.

2. Toutefois, si le bateau a fait l'objet d'inscriptions au bénéfice de tiers, il ne peut être procédé à la radiation que si aucun des bénéficiaires de ces inscriptions ne s'y oppose.

## Article 11

1. Un bateau immatriculé sur un registre d'une Partie contractante ne peut être immatriculé sur un registre d'une autre Partie contractante que selon la procédure suivante de transfert d'immatriculation:

- a) le bureau d'immatriculation qui reçoit du propriétaire la requête de nouvelle immatriculation procède aux inscriptions requises, y compris celles qui sont au bénéfice de tiers, mais mentionne sur le registre que les effets de ces inscriptions sont subordonnés à la condition que l'immatriculation antérieure du bateau soit radiée;
  - b) le bureau d'immatriculation sur le registre duquel le bateau était immatriculé antérieurement procède à la radiation sur présentation de l'extrait du registre de la nouvelle immatriculation et délivre une attestation de radiation mentionnant la date de cette radiation. En dehors du cas prévu au paragraphe 2 de l'article 10 de la présente Convention et du cas où le transfert de l'immatriculation serait incompatible avec les exigences de la sécurité publique, ledit bureau ne peut refuser la radiation que si, en vertu du paragraphe 3 de l'article 4 de la présente Convention, le bateau doit être immatriculé sur son registre ou sur un autre registre de son pays;
  - c) sur présentation de l'attestation de radiation, le bureau de la nouvelle immatriculation radie sur son registre la mention qu'il y avait apposée conformément à l'alinéa a) du présent paragraphe, y inscrit la date de la radiation de l'immatriculation antérieure et délivre le certificat prévu à l'article 12 de la présente Convention.
2. Pour l'application du présent article, les bureaux d'immatriculation des Parties contractantes sont autorisés à correspondre directement entre eux. Les correspondances peuvent être rédigées dans la langue du bureau expéditeur.

## Artikel 10

(1) Jede Vertragspartei legt die Voraussetzungen fest, unter denen die Löschung der Eintragung eines in ihren Registern eingetragenen Binnenschiffs vorgenommen werden kann oder vorgenommen werden muß.

(2) Ist jedoch das Binnenschiff Gegenstand von Eintragungen zugunsten Dritter, so darf die Löschung nur vorgenommen werden, wenn keiner der aus diesen Eintragungen Begünstigten sich der Löschung widersetzt.

## Artikel 11

(1) Ein in einem Register einer Vertragspartei eingetragenes Binnenschiff kann in ein Register einer anderen Vertragspartei nur nach folgendem Übertragungsverfahren eingetragen werden:

- a) Die Registerbehörde, bei welcher der Eigentümer die Neueintragung des Binnenschiffs beantragt, nimmt die beantragten Eintragungen einschließlich derjenigen zugunsten Dritter vor, vermerkt jedoch im Register, daß die Wirkung dieser Eintragungen vom Eintritt der Bedingung abhängt, daß die bisherige Eintragung des Schiffs gelöscht wird;
- b) die Registerbehörde, in deren Register das Binnenschiff bisher eingetragen war, löscht die Eintragung gegen Vorlegung des Auszugs aus dem Register der neuen Eintragung und stellt eine Löschungsbescheinigung aus, die den Zeitpunkt der Löschung angibt. Außer in dem in Artikel 10 Absatz 2 vorgesehenen Fall und dem Fall, in dem die Übertragung der Eintragung mit den Erfordernissen der öffentlichen Sicherheit unvereinbar wäre, kann die Registerbehörde die Löschung nur verweigern, wenn das Binnenschiff gemäß Artikel 4 Absatz 3 in ihrem Register oder in einem anderen Register ihres Staates eingetragen sein muß;
- c) gegen Vorlegung der Löschungsbescheinigung löscht die Registerbehörde, welche die Neueintragung vorgenommen hat, in ihrem Register den gemäß Buchstabe a angebrachten Vermerk, trägt den Zeitpunkt der Löschung der bisherigen Eintragung ein und stellt den in Artikel 12 vorgesehenen Schiffsbrief aus.

(2) Für die Anwendung dieses Artikels sind die Registerbehörden der Vertragsparteien ermächtigt, unmittelbar miteinander zu verkehren. Die Schriftstücke können in der Sprache der Behörde verfaßt werden, die sie absendet.

**Article 12**

1. Pour tout bateau immatriculé le bureau d'immatriculation délivre un certificat reproduisant les inscriptions effectuées sur le registre en application des paragraphes 2 et 3 de l'article 8 de la présente Convention. Ce certificat porte l'indication du bureau qui le délivre et de la Partie contractante à laquelle ressortit ledit bureau.

2. Si des inscriptions qui avaient été reportées sur le certificat sont modifiées sur le registre, conformément à l'article 9 de la présente Convention, le certificat sera lui-même modifié.

3. Le certificat doit pouvoir être présenté à toute réquisition des autorités compétentes.

4. Un duplicata, lorsqu'il en est délivré par le bureau d'immatriculation, peut tenir lieu de certificat. Ce duplicata doit être désigné comme tel et mention de sa délivrance doit être faite sur le certificat.

**Article 13**

La présente Convention n'est pas applicable aux bateaux affectés exclusivement à l'exercice de la puissance publique.

**Article 14**

1. Chaque Partie contractante prendra les mesures nécessaires pour que, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur en ce qui la concerne,

- a) les inscriptions portées sur ses registres et les certificats délivrés par ses bureaux antérieurement à cette date soient mis en concordance avec les dispositions de la présente Convention;
- b) les nouvelles immatriculations et les radiations d'immatriculation résultant des dispositions de l'article 3 de la présente Convention soient achevées.

2. A titre transitoire, les certificats délivrés par une Partie contractante avant l'expiration du délai la concernant mentionné au paragraphe 1 du présent article pour un bateau immatriculé sur ses registres seront admis jusqu'à l'expiration de ce délai comme équivalents aux certificats prévus à l'article 12 de la présente Convention.

**Article 15**

1. Tout pays peut déclarer, au moment où il signe la présente Convention ou dépose son instrument de ratification ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, qu'il accepte le Proto-

**Artikel 12**

(1) Für jedes eingetragene Binnenschiff stellt die Registerbehörde einen Schiffsbrief aus, der die auf Grund von Artikel 8 Absätze 2 und 3 vorgenommenen Registereintragungen wiedergibt. Der Schiffsbrief enthält die Bezeichnung der ausstellenden Behörde und der Vertragspartei, der sie zugehört.

(2) Werden im Schiffsbrief wiedergegebene Eintragungen gemäß Artikel 9 im Register geändert, so wird auch der Schiffsbrief geändert.

(3) Der Schiffsbrief muß auf Verlangen der zuständigen Behörden jederzeit vorgelegt werden können.

(4) Hat die Registerbehörde ein Doppel des Schiffsbriefs ausgestellt, so kann es an dessen Stelle verwendet werden. Das Doppel muß als solches bezeichnet und seine Ausstellung auf dem Schiffsbrief vermerkt werden.

**Artikel 13**

Dieses Übereinkommen ist auf Binnenschiffe, die ausschließlich der Ausübung der öffentlichen Gewalt dienen, nicht anzuwenden.

**Artikel 14**

(1) Jede Vertragspartei trifft die erforderlichen Maßnahmen, damit bis zum Ablauf einer Frist von einem Jahre nach dem Tag, an dem dieses Übereinkommen für sie in Kraft tritt,

- a) die vorher vorgenommenen Registereintragungen und die von ihren Registerbehörden vorher ausgestellten Schiffsbriefe mit den Bestimmungen dieses Übereinkommens in Einklang gebracht werden;
- b) die nach Artikel 3 erforderlichen Neueintragungen und Löschungen durchgeführt sind.

(2) Schiffsbriefe, die eine Vertragspartei vor Ablauf der nach Absatz 1 für sie geltenden Frist für ein in ihren Registern eingetragenes Binnenschiff ausgestellt hat, gelten vorübergehend bis zum Ablauf dieser Frist als gleichwertig mit den in Artikel 12 vorgesehenen Schiffsbriefen.

**Artikel 15**

(1) Jeder Staat kann zu dem Zeitpunkt, an dem er dieses Übereinkommen unterzeichnet oder seine Ratifikations- oder Beitrittsurkunde hinterlegt, oder zu jedem späteren Zeitpunkt erklären, daß

cole n° 1 ci-joint relatif aux droits réels sur les bateaux de navigation intérieure; au moment où il fera cette déclaration ou à tout moment ultérieur, il pourra déclarer qu'il accepte également le Protocole n° 2 ci-joint relatif à la saisie conservatoire et à l'exécution forcée concernant les bateaux de navigation intérieure.

2. Le Protocole n° 1 sera considéré comme partie intégrante de la Convention dans les rapports entre les Parties contractantes qui auront fait une déclaration au sujet de ce Protocole en application des dispositions du paragraphe 1 du présent article et il en sera de même du Protocole n° 2 dans les rapports entre les Parties contractantes qui auront fait aussi une déclaration au sujet de ce Protocole. Toutefois, si la déclaration d'un pays est faite après que ce pays est devenu Partie contractante à la Convention, le Protocole auquel s'applique la déclaration ne sera considéré comme partie intégrante de la Convention dans les rapports entre cette Partie contractante et les autres Parties contractantes ayant fait la même déclaration qu'à l'expiration du quatre-vingt-dixième jour qui suivra la notification de la déclaration au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Toute Partie contractante qui aura fait une déclaration en application des dispositions du paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment la retirer par notification adressée au Secrétaire général; le retrait d'une déclaration au sujet du Protocole n° 1 vaudra retrait de la déclaration qui a pu être faite au sujet du Protocole n° 2. Le ou les Protocoles pour lesquels une Partie contractante notifie le retrait de sa déclaration cesseront d'être en vigueur en ce qui concerne cette Partie contractante douze mois après la date de cette notification.

#### Article 16.

1. La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion des pays membres de la Commission économique pour l'Europe et des pays admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission.

2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

3. La présente Convention sera ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1965 inclus. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.

4. La présente Convention sera ratifiée.

er das beigefügte Protokoll Nr. 1 über die dinglichen Rechte an Binnenschiffen annimmt; er kann bei Abgabe dieser Erklärung oder zu jedem späteren Zeitpunkt erklären, daß er auch das beigefügte Protokoll Nr. 2 über die Sicherungsbeschlagnahme und die Zwangsvollstreckung betreffend Binnenschiffe annimmt.

(2) Das Protokoll Nr. 1 wird im Verhältnis zwischen denjenigen Vertragsparteien als Bestandteil des Übereinkommens angesehen, die auf Grund von Absatz 1 eine Erklärung hinsichtlich des Protokolls abgegeben haben; das gleiche gilt für das Protokoll Nr. 2 im Verhältnis zwischen den Vertragsparteien, die auch eine Erklärung hinsichtlich dieses Protokolls abgegeben haben. Wird jedoch die Erklärung eines Staates abgegeben, nachdem dieser Staat Vertragspartei des Übereinkommens geworden ist, so wird das Protokoll, für das diese Erklärung gilt, im Verhältnis zwischen dieser Vertragspartei und den anderen Vertragsparteien, welche die gleiche Erklärung abgegeben haben, erst nach Ablauf des neunzigsten Tages nach der Notifikation der Erklärung an den Generalsekretär als Bestandteil des Übereinkommens angesehen.

(3) Jede Vertragspartei, die auf Grund von Absatz 1 eine Erklärung abgegeben hat, kann diese jederzeit durch eine an den Generalsekretär gerichtete Notifikation zurückziehen; die Rücknahme der Erklärung hinsichtlich des Protokolls Nr. 1 gilt auch als Rücknahme einer hinsichtlich des Protokolls Nr. 2 abgegebenen Erklärung. Protokolle, für die eine Vertragspartei die Rücknahme der Erklärung notifiziert, treten hinsichtlich dieser Vertragspartei zwölf Monate nach dem Tag der Notifikation außer Kraft.

#### Artikel 16

(1) Dieses Übereinkommen steht den Mitgliedstaaten der Wirtschaftskommission für Europa sowie den nach Absatz 8 des der Kommission erteilten Auftrags in beratender Eigenschaft zu der Kommission zugelassenen Staaten zur Unterzeichnung oder zum Beitritt offen.

(2) Die Staaten, die nach Absatz 11 des der Wirtschaftskommission für Europa erteilten Auftrags berechtigt sind, an gewissen Arbeiten der Kommission teilzunehmen, können durch Beitritt Vertragsparteien des Übereinkommens nach seinem Inkrafttreten werden.

(3) Dieses Übereinkommen liegt bis einschließlich 31. Dezember 1965 zur Unterzeichnung auf. Nach diesem Tage steht es zum Beitritt offen.

(4) Dieses Übereinkommen bedarf der Ratifikation.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

#### Article 17

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après que cinq des pays mentionnés au paragraphe 1 de l'article 16 auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque pays qui la ratifiera ou y adhèrera après que cinq pays auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

#### Article 18

1. Chaque Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

#### Article 19

La présente Convention ne cessera d'être en vigueur que si le nombre de Parties contractantes se trouve ramené à moins de deux.

#### Article 20

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention que les Parties n'auraient pu régler par voie de négociations ou par un autre mode de règlement pourra être porté, à la requête d'une quelconque des Parties contractantes intéressées, devant la Cour internationale de Justice, pour être tranché par elle.

#### Article 21

1. Toute pays peut, au moment où il signe la présente Convention ou dépose son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer

- a) qu'il ne se considère pas lié par l'article 20 de la présente Convention en ce qui concerne le renvoi des différends à la Cour internationale de Justice. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 20 envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve;
- b) que ses bureaux d'immatriculation ne délivreront d'extraits définis par le paragraphe 3 de l'article 2 de la présente Convention qu'aux demandeurs établissant la vraisemblance de l'existence d'un intérêt de leur part à obtenir de tels extraits;

(5) Die Ratifikations- oder Beitrittsurkunden werden beim Generalsekretär der Vereinten Nationen hinterlegt.

#### Artikel 17

(1) Dieses Übereinkommen tritt am neunzigsten Tage nach Hinterlegung der Ratifikations- oder Beitrittsurkunden durch fünf der in Artikel 16 Absatz 1 bezeichneten Staaten in Kraft.

(2) Dieses Übereinkommen tritt für jeden Staat, der nach Hinterlegung der Ratifikations- oder Beitrittsurkunden durch fünf Staaten ratifiziert oder beitrifft, am neunzigsten Tage nach Hinterlegung seiner Ratifikations- oder Beitrittsurkunde in Kraft.

#### Artikel 18

(1) Jede Vertragspartei kann dieses Übereinkommen durch Notifikation an den Generalsekretär der Vereinten Nationen kündigen.

(2) Die Kündigung wird zwölf Monate nach Eingang der Notifikation beim Generalsekretär wirksam.

#### Artikel 19

Dieses Übereinkommen tritt außer Kraft, wenn die Zahl der Vertragsparteien auf weniger als zwei sinkt.

#### Artikel 20

Jede Meinungsverschiedenheit zwischen zwei oder mehreren Vertragsparteien über die Auslegung oder die Anwendung dieses Übereinkommens, die von den Parteien durch Verhandlung oder auf anderem Wege nicht geregelt werden kann, wird auf Antrag einer der beteiligten Vertragsparteien dem Internationalen Gerichtshof zur Entscheidung vorgelegt.

#### Artikel 21

(1) Jeder Staat kann bei Unterzeichnung dieses Übereinkommens oder bei Hinterlegung seiner Ratifikations- oder Beitrittsurkunde erklären,

- a) daß er sich durch Artikel 20 hinsichtlich der Anrufung des Internationalen Gerichtshofes wegen der Meinungsverschiedenheiten nicht als gebunden betrachtet. Die anderen Vertragsparteien sind gegenüber jeder Vertragspartei, die einen solchen Vorbehalt gemacht hat, durch Artikel 20 nicht gebunden;
- b) daß seine Registerbehörden Auszüge aus dem Register gemäß Artikel 2 Absatz 3 nur Antragstellern erteilen, die ein Interesse glaubhaft machen, einen solchen Auszug zu erhalten;

## 428 der Beilagen

9

- |   |   |
|---|---|
| <p>c) qu'il n'appliquera pas la présente Convention pour les bateaux naviguant sur les lacs ou sur les sections attenantes de voies d'eau et appartenant aux administrations nationales de chemins de fer ou assurant des services concédés;</p> <p>d) qu'il n'appliquera pas la présente Convention aux bateaux affectés seulement à un service gouvernemental non commercial.</p> <p>2. Tout pays qui, en vertu de l'article 15 de la présente Convention, déclarera accepter le Protocole n° 1 ci-joint pourra formuler en même temps la réserve sur ce Protocole qu'autorise ledit Protocole.</p> <p>3. A l'exception des réserves visées au paragraphe 1 du présent article, aucune réserve à la présente Convention ne sera admise. Les pays qui feront une déclaration en vertu de l'article 15 de la présente Convention ne pourront, à l'exception de la réserve visée au paragraphe 2 du présent article, formuler aucune réserve sur le ou les Protocoles ci-joints qu'ils déclarent accepter.</p> <p>4. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.</p> | <p>c) daß er dieses Übereinkommen nicht auf Binnenschiffe anwendet, die auf den Seen oder den anschließenden Abschnitten von Wasserläufen verkehren und den nationalen Eisenbahnverwaltungen gehören oder ihren Dienst auf Grund einer Konzession versehen;</p> <p>d) daß er dieses Übereinkommen nicht auf Binnenschiffe anwendet, die im Dienste eines Staates nur zu anderen als Handelszwecken verwendet werden.</p> <p>(2) Jeder Staat, der gemäß Artikel 15 die Annahme des beigefügten Protokolls Nr. 1 erklärt, kann gleichzeitig zu diesem Protokoll den dort zugelassenen Vorbehalt machen.</p> <p>(3) Mit Ausnahme der in Absatz 1 bezeichneten Vorbehalte ist kein Vorbehalt zu diesem Übereinkommen zulässig. Die Staaten, die eine Erklärung gemäß Artikel 15 abgeben, können zu den diesem Übereinkommen beigefügten Protokollen, deren Annahme sie erklären, keine Vorbehalte außer dem in Absatz 2 bezeichneten Vorbehalt machen.</p> <p>(4) Jede Vertragspartei, die einen Vorbehalt nach Absatz 1 oder nach Absatz 2 gemacht hat, kann diesen Vorbehalt jederzeit durch Notifikation an den Generalsekretär der Vereinten Nationen zurückziehen.</p> |
|---|---|

## Article 22

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant trois ans, toute Partie contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence en vue de réviser la présente Convention. Le Secrétaire général notifiera à toutes les Parties contractantes la demande qu'il aura reçu en leur demandant de lui faire connaître, dans le délai de quatre mois, si elles sont ou non d'accord pour la convocation demandée; il convoquera une conférence de révision si le nombre de Parties contractantes ayant demandé cette convocation, ou ayant, dans le délai de quatre mois, signifié leur accord sur cette convocation, atteint au moins le quart du nombre total des Parties contractantes.

2. Toutefois, dans le cas où la convocation d'une conférence est demandée dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article en vue de réviser seulement les Protocoles joints à la présente Convention ou l'un d'entre eux, ladite conférence sera convoquée

— si le nombre de Parties contractantes ayant demandé la convocation de la conférence, ou

## Artikel 22

(1) Sobald dieses Übereinkommen drei Jahre lang in Kraft ist, kann jede Vertragspartei durch Notifikation an den Generalsekretär der Vereinten Nationen die Einberufung einer Konferenz zur Revision des Übereinkommens verlangen. Der Generalsekretär notifiziert allen Vertragsparteien das ihm übermittelte Verlangen und ersucht sie gleichzeitig, ihm binnen einer Frist von vier Monaten mitzuteilen, ob sie mit der verlangten Einberufung einverstanden oder nicht einverstanden sind; er beruft eine Revisionskonferenz ein, wenn die Zahl der Vertragsparteien, die diese Einberufung verlangt oder ihre Zustimmung zu dieser Einberufung in der Frist von vier Monaten mitgeteilt haben, mindestens ein Viertel aller Vertragsparteien erreicht.

(2) Wird jedoch unter den in Absatz 1 genannten Voraussetzungen die Einberufung einer Konferenz nur zur Revision der diesem Übereinkommen beigefügten Protokolle oder eines derselben verlangt, so wird diese Konferenz einberufen,

wenn die Zahl der Vertragsparteien, welche die Einberufung der Konferenz verlangt oder ihre

ayant, dans le délai de quatre mois, signifié leur accord sur cette convocation, atteint au moins la moitié du nombre total des Parties contractantes

— ou si le nombre de celles des Parties contractantes qui sont liées par le ou les Protocoles en cause et qui ont demandé la convocation de la conférence, ou qui ont, dans le délai de quatre mois, signifié leur accord sur cette convocation, est au moins de deux et au moins égal au quart du nombre des Parties contractantes liées par ce ou ces Protocoles.

3. Pour qu'une proposition d'amendement à un Protocole joint à la présente Convention soit considérée comme acceptée, il suffit qu'elle le soit par toutes les Parties contractantes liées par ce Protocole.

#### Article 23

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays visés au paragraphe 1 de l'article 16 de la présente Convention, ainsi qu'aux pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article 16,

- a) les déclarations ou notifications reçues conformément aux paragraphes 1 et 3 de l'article 15,
- b) les ratifications et adhésions en vertu de l'article 16,
- c) les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 17,
- d) les dénonciations en vertu de l'article 18,
- e) l'abrogation de la présente Convention conformément à l'article 19,
- f) les déclarations et notifications reçues conformément aux paragraphes 1, 2 et 4 de l'article 21.

#### Article 24

1. La présente Convention est faite en un seul exemplaire en langues française et russe, les deux textes faisant également foi.

2. Au moment où il dépose son instrument de ratification de la présente Convention ou son instrument d'adhésion, tout pays peut déposer auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la traduction du texte de la Convention dans une langue autre que le français ou le russe ou déclarer qu'il adopte une traduction déjà déposée. Ce dépôt ou cette déclaration signifie que, pour le ou les pays qui ont déposé le texte en cause ou ont déclaré l'adopter, ce texte aura valeur de traduction officielle, mais, en cas de manque de concordance entre ledit texte et les textes français et russe, seuls ces derniers feront foi. Le Secrétaire

Zustimmung zu dieser Einberufung in der Frist von vier Monaten mitgeteilt haben, mindestens die Hälfte sämtlicher Vertragsparteien erreicht, oder

wenn von den durch das betreffende Protokoll gebundenen Vertragsparteien die Zahl jener, welche die Einberufung der Konferenz verlangt oder ihre Zustimmung zu dieser Einberufung in der Frist von vier Monaten mitgeteilt haben, mindestens zwei und mindestens ein Viertel aller durch dieses Protokoll gebundenen Vertragsparteien beträgt.

(3) Damit ein Änderungsvorschlag zu einem der beigefügten Protokolle als angenommen angesehen wird, genügt es, daß er von allen durch dieses Protokoll gebundenen Vertragsparteien angenommen wird.

#### Artikel 23

Der Generalsekretär der Vereinten Nationen notifiziert den in Artikel 16 Absatz 1 bezeichneten Staaten sowie den Staaten, die auf Grund des Artikels 16 Absatz 2 Vertragsparteien geworden sind,

- a) den Eingang der Erklärungen oder Notifikationen nach Artikel 15 Absätze 1 und 3,
- b) die Ratifikationen und Beitritte nach Artikel 16,
- c) die Zeitpunkte, zu denen dieses Übereinkommen nach Artikel 17 in Kraft tritt,
- d) die Kündigungen nach Artikel 18,
- e) das Außerkrafttreten dieses Übereinkommens nach Artikel 19,
- f) den Eingang der Erklärungen und Notifikationen nach Artikel 21 Absätze 1, 2 und 4.

#### Artikel 24

(1) Dieses Übereinkommen ist in einer einzigen Urschrift in französischer und russischer Sprache ausgefertigt, wobei beide Texte in gleicher Weise maßgebend sind.

(2) Jeder Staat kann bei Hinterlegung seiner Ratifikations- oder Beitrittsurkunde beim Generalsekretär der Vereinten Nationen die Übersetzung des Textes des Übereinkommens in eine andere als die französische oder die russische Sprache hinterlegen oder erklären, daß er eine bereits hinterlegte Übersetzung annimmt. Diese Hinterlegung oder Erklärung bedeutet, daß für die Staaten, die den betreffenden Text hinterlegt oder dessen Annahme erklärt haben, dieser Text den Wert einer amtlichen Übersetzung hat, daß aber bei Nichtübereinstimmung dieses Textes mit dem französischen und dem russischen Text die beiden letztgenannten Texte allein maßgebend

## 428 der Beilagen

11

général notifiera à tous les pays qui ont signé la présente Convention ou ont déposé leur instrument d'adhésion les textes déposés et les noms des pays qui les ont déposés ou ont déclaré les adopter.

**Article 25**

Après le 31 décembre 1965, l'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 16 de la présente Convention.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le vingt-cinq janvier mil neuf cent soixante-cinq.

## **PROTOCOLE N° 1 RELATIF AUX DROITS RÉELS SUR LES BATEAUX DE NAVIGATION INTÉRIEURE**

### **Chapitre premier DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Article premier**

Au sens du présent Protocole on entend par « Parties contractantes » celles des Parties contractantes à la Convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure qui sont liées par ce Protocole.

**Article 2**

Le présent Protocole s'applique aux droits réels sur tout bateau de navigation intérieure, même en construction, échoué ou coulé, qui est immatriculé sur un registre d'une Partie contractante.

**Article 3**

Les seuls droits réels dont un bateau peut faire l'objet sont la propriété, l'usufruit, l'hypothèque et le privilège, les Parties contractantes restant libres, toutefois, d'attacher un effet de droit réel à la saisie conservatoire.

**Chapitre II**

### **DE LA PROPRIÉTÉ, DE L'USUFRUIT ET DES HYPOTHEQUES**

**Article 4**

1. Les Parties contractantes assurent l'inscription des droits de propriété, d'usufruit et d'hypothèque relatifs à un bateau sur le registre d'immatriculation de ce bateau.

sind. Der Generalsekretär notifiziert allen Staaten, die dieses Übereinkommen unterzeichnet oder ihre Beitrittsurkunde hinterlegt haben, die hinterlegten Texte und die Staaten, die sie hinterlegt oder ihre Annahme erklärt haben.

**Artikel 25**

Nach dem 31. Dezember 1965 wird die Urschrift dieses Übereinkommens beim Generalsekretär der Vereinten Nationen hinterlegt, der allen in Artikel 16 Absätze 1 und 2 bezeichneten Staaten beglaubigte Abschriften übermittelt.

ZU URKUND DESSEN haben die hierzu gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten dieses Übereinkommens unterschrieben.

GESCHEHEN zu Genf, am 25. Jänner 1965.

## **PROTOKOLL Nr. 1 ÜBER DIE DINGLICHEN RECHTE AN BINNENSCHIFFEN**

**Kapitel I****ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN****Artikel 1**

Im Sinne dieses Protokolls bedeutet der Ausdruck „Vertragsparteien“ die durch dieses Protokoll gebundenen Vertragsparteien des Übereinkommens über die Eintragung von Binnenschiffen.

**Artikel 2**

Dieses Protokoll ist auf die dinglichen Rechte an jedem Binnenschiff, auch an einem im Bau befindlichen, gestrandeten oder gesunkenen Schiff, anzuwenden, das in einem Register einer Vertragspartei eingetragen ist.

**Artikel 3**

Die einzigen dinglichen Rechte, die an einem Binnenschiff bestehen können, sind das Eigentum, der Nießbrauch, die Hypothek und das Privileg; es steht jedoch den Vertragsparteien frei, der Sicherungsbeschlagnahme dingliche Wirkung beizulegen.

**Kapitel II**

### **EIGENTUM, NIESSBRAUCH UND HYPOTHEKEN**

**Artikel 4**

(1) Die Vertragsparteien gewährleisten die Eintragung des Eigentums, des Nießbrauchs und der Hypotheken an einem Binnenschiff in das Register, in dem das Schiff eingetragen ist.

2. Sont considérés comme faisant partie d'un registre d'immatriculation les registres tenus séparément pour l'inscription de droits réels sur les bateaux immatriculés sur ledit registre, à condition que les inscriptions relatives à chaque bateau comportent des références réciproques entre ces registres et le registre d'immatriculation.

#### Article 5

Le droit de propriété, l'usufruit et l'hypothèque inscrits sur un registre d'une Partie contractante seront reconnus sur le territoire des autres Parties contractantes dans les conditions prévues au présent chapitre.

#### Article 6

Lorsque se pose une question de priorité entre des droits réels visés au présent chapitre, elle est réglée par l'ordre des inscriptions qui résulte du registre.

#### Article 7

En ce qui concerne l'hypothèque, l'inscription doit indiquer au moins

- a) le montant de l'hypothèque et, si les intérêts s'ajoutent à ce montant, le taux des intérêts;
- b) le nom et l'adresse ou le domicile du créancier;
- c) les conditions d'exigibilité ou un renvoi au document, déposé au bureau d'immatriculation, qui les détermine.

#### Article 8

Lorsque, conformément à la législation de la Partie contractante sur un registre de laquelle une hypothèque a été inscrite, le créancier hypothécaire a été envoyé en possession du bateau en exécution d'une clause, figurant au registre, de l'acte constitutif de l'hypothèque, les droits que cet envoi en possession lui confère sur le territoire de ladite Partie contractante sont reconnus comme un effet de l'hypothèque sur le territoire de toutes les autres Parties contractantes pour autant que l'envoi en possession est inscrit au registre.

#### Article 9

1. L'hypothèque s'étend aux objets qui sont à demeure attachés au bateau par destination et qui appartiennent au propriétaire du bateau; la législation du pays d'immatriculation peut, toutefois, permettre des conventions contraires entre les parties.

2. Si l'hypothèque s'étend, en conformité de la législation du pays d'immatriculation, au fret ou aux indemnités dues en vertu d'un contrat d'assurance du bateau couvrant le risque de

(2) Als Teil des Eintragsregisters werden Register betrachtet, die getrennt für die Eintragung dinglicher Rechte an den in diesem Register eingetragenen Binnenschiffen geführt werden, vorausgesetzt, daß zwischen diesen Registern und dem Eintragsregister auf die das einzelne Schiff betreffenden Eintragungen verwiesen wird.

#### Artikel 5

Das Eigentum, der Nießbrauch und die Hypothek, die in einem Register einer Vertragspartei eingetragen sind, werden im Hoheitsgebiet der anderen Vertragsparteien unter den in diesem Kapitel vorgesehenen Voraussetzungen anerkannt.

#### Artikel 6

Für die Frage des Vorrangs zwischen den in diesem Kapitel behandelten dinglichen Rechten ist die Reihenfolge der Eintragungen entscheidend, die sich aus dem Register ergibt.

#### Artikel 7

Die Eintragung der Hypothek muß mindestens enthalten:

- a) den Betrag der Hypothek und, wenn die Zinsen zu diesem Betrag hinzukommen, den Zinsfuß;
- b) den Namen und die Anschrift oder den Wohnsitz des Gläubigers;
- c) die Fälligkeitsbedingungen oder eine Verweisung auf die bei der Registerbehörde hinterlegte Urkunde, in der diese Bedingungen festgesetzt sind.

#### Artikel 8

Ist nach der Rechtsordnung der Vertragspartei, in deren Register eine Hypothek eingetragen ist, der Gläubiger auf Grund einer aus dem Register ersichtlichen Klausel der die Hypothek begründenden Urkunde in den Besitz des Binnenschiffs angewiesen, so werden die Rechte, die er durch die Besitzeinweisung im Hoheitsgebiet dieser Vertragspartei erlangt, im Hoheitsgebiet aller anderen Vertragsparteien als eine Wirkung der Hypothek anerkannt, sofern die Besitzeinweisung im Register eingetragen ist.

#### Artikel 9

(1) Die Hypothek erstreckt sich auf Sachen, die ihrer Zweckbestimmung nach dauernd auf dem Binnenschiff verbleiben sollen und dem Eigentümer des Schiffs gehören; die Rechtsordnung des Eintragsstaates kann jedoch abweichende Vereinbarungen zwischen den Parteien zulassen.

(2) Erstreckt sich die Hypothek nach der Rechtsordnung des Eintragsstaates des Binnenschiffs auf die Frachtforderungen oder auf Entschädigungen, die auf einem Vertrag über die Versiche-

## 428 der Beilagen

13

perte ou d'avarie, elle sera reconnue au sens de l'article 5 du présent Protocole comme s'étendant à ce fret ou à ces indemnités.

3. La reconnaissance de l'hypothèque au sens de l'article 5 du présent Protocole ne s'étend pas, outre le bateau, à d'autres éléments que ceux prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

## Article 10

Les règles relatives aux droits réels visés au présent chapitre sont déterminées par la législation du pays d'immatriculation, à l'exception de celles qui sont fixées par le présent Protocole et de celles qui s'appliquent au transfert de propriété, ou à l'extinction d'autres droits réels, à la suite d'une exécution forcée.

### Chapitre III DES PRIVILEGES

## Article 11

Les créances suivantes jouissent sur le bateau d'un privilège qui prime les hypothèques:

- a) en cas de saisie, les frais de conservation depuis la saisie, y compris les frais de réparations indispensables à la conservation du bateau;
- b) les créances résultant des contrats d'engagement du capitaine ou des autres membres de l'équipage, étant entendu que celles qui portent sur des traitements, salaires ou rémunérations ne sont privilégiées qu'à concurrence du montant correspondant à une durée de six mois;
- c) les créances du chef d'assistance ou de sauvetage, ainsi que les contributions du bateau aux avaries communes.

## Article 12

1. Toute Partie contractante peut prévoir dans sa législation qu'en cas de vente forcée d'un bateau les frais de justice causés par la procédure de la vente sont prélevés sur le produit de la vente avant distribution de ce produit aux créanciers, même privilégiés ou hypothécaires; elle peut comprendre dans les frais de justice en cause les frais de garde et les frais de distribution du produit de la vente, mais ne peut y comprendre les frais de la procédure d'obtention du titre exécutoire.

2. Toute Partie contractante peut prévoir dans sa législation qu'en cas de vente d'un bateau échoué, désemparé ou coulé que des autorités publiques ont fait enlever dans l'intérêt public les frais d'enlèvement sont prélevés sur le

montant du produit de la vente du bateau, à l'exception de ceux qui sont fixés par le présent Protocole et de ceux qui s'appliquent au transfert de propriété, ou à l'extinction d'autres droits réels, à la suite d'une exécution forcée.

(3) Die Anerkennung der Hypothek im Sinne von Artikel 5 erstreckt sich außer auf das Binnenschiff auf keine anderen Gegenstände als die in den Absätzen 1 und 2 bezeichneten.

## Artikel 10

Für die in diesem Kapitel behandelten dinglichen Rechte gilt die Rechtsordnung des Eintragungsstaates, soweit nicht dieses Protokoll eigene Bestimmungen enthält und soweit es sich nicht um den Übergang des Eigentums oder das Erlöschen anderer dinglicher Rechte auf Grund einer Zwangsvollstreckung handelt.

### Kapitel III PRIVILEGIEN

## Artikel 11

Die folgenden Forderungen genießen an dem Binnenschiff ein Privileg, das den Hypotheken im Range vorgeht:

- a) im Falle der Beschlagnahme die Kosten der Instandhaltung seit der Beschlagnahme einschließlich der für die Instandhaltung des Schiffs unerlässlichen Ausbesserungskosten;
- b) die Forderungen aus Dienstverträgen des Kapitäns und der übrigen Mitglieder der Schiffsbesatzung, wobei die Forderungen auf Gehälter, Löhne oder Vergütungen nur bis zur Höhe des Betrags privilegiert sind, der einem Zeitraum von sechs Monaten entspricht;
- c) die Forderungen aus Hilfeleistung oder Bergung sowie die Beiträge des Schiffs zur Großen Haverei.

## Artikel 12

(1) Jede Vertragspartei kann in ihrer Rechtsordnung vorsehen, daß im Falle der Zwangsversteigerung eines Binnenschiffs die Gerichtskosten, die durch das Zwangsversteigerungsverfahren entstanden sind, dem Versteigerungserlös vor dessen Verteilung an die Gläubiger, auch wenn diese privilegiert oder Hypothekengläubiger sind, entnommen werden; sie kann in diese Gerichtskosten die Verwahrungskosten und die Kosten der Verteilung des Versteigerungserlöses, aber nicht die Kosten des Verfahrens zur Erlangung des vollstreckbaren Titels einbeziehen.

(2) Jede Vertragspartei kann in ihrer Rechtsordnung vorsehen, daß im Falle des Verkaufs eines gestrandeten, manövrierunfähigen oder gesunkenen Binnenschiffs, das die Behörden im öffentlichen Interesse haben wegschaffen lassen,

produit de la vente du bateau par préférence aux droits des créanciers, même privilégiés ou hypothécaires.

### Article 13

Toute Partie contractante peut prévoir dans sa législation que des créances autres que celles énumérées à l'article 11 du présent Protocole jouissent sur les bateaux d'un privilège primant les hypothèques, mais

- a) pour un bateau immatriculé sur un de ses registres, ces créances ne jouiront sur le territoire d'une autre Partie contractante d'un privilège primant les hypothèques que si elles jouissent aussi d'un tel privilège d'après la législation de cette autre Partie contractante;
- b) pour un bateau immatriculé sur un registre d'une autre Partie contractante, ces créances ne jouiront sur son territoire d'un privilège primant les hypothèques que si elles jouissent aussi d'un tel privilège d'après la législation de cette autre Partie contractante.

### Article 14

1. Lorsque, conformément à l'article 11 du présent Protocole, une créance bénéficie d'un privilège, les intérêts de cette créance et les frais encourus en vue d'obtenir un titre exécutoire bénéficient du même privilège.

2. Les privilèges énumérés à l'article 11 du présent Protocole s'étendent

- a) à tous les objets qui sont à demeure attachés au bateau par destination et qui appartiennent au propriétaire du bateau;
- b) aux indemnités dues pour la perte du bateau ou pour tout dommage matériel causé au bateau et non réparé, y compris la part correspondant à un tel dommage des rémunérations d'assistance, de sauvetage ou de renflouement ou des indemnités pour avarie commune; il en est ainsi même après transmission ou mise en gage des indemnités ou rémunérations en cause; toutefois, ces indemnités ne comprennent pas celles qui seraient dues en vertu d'un contrat d'assurance du bateau couvrant le risque de perte ou d'avarie.

3. Toute Partie contractante peut prévoir dans sa législation qu'en cas de vente forcée sur son territoire les privilèges énumérés à l'article 11 du présent Protocole s'étendent au fret.

die Kosten der Wegschaffung im Range vor den Rechten der Gläubiger, auch wenn diese privilegiert oder Hypothekengläubiger sind, dem Verkaufserlös entnommen werden.

### Artikel 13

Jede Vertragspartei kann in ihrer Rechtsordnung vorsehen, daß andere als die in Artikel 11 aufgezählten Forderungen an den Binnenschiffen ein Privileg genießen, das den Hypotheken im Range vorgeht, jedoch

- a) genießen an einem Schiff, das in einem ihrer Register eingetragen ist, diese Forderungen im Hoheitsgebiet einer anderen Vertragspartei nur dann ein Privileg, das den Hypotheken im Range vorgeht, wenn sie ein solches Privileg auch nach der Rechtsordnung dieser anderen Vertragspartei genießen;
- b) genießen an einem Schiff, das in einem Register einer anderen Vertragspartei eingetragen ist, diese Forderungen in ihrem Hoheitsgebiet nur dann ein Privileg, das den Hypotheken im Range vorgeht, wenn sie ein solches Privileg auch nach der Rechtsordnung dieser anderen Vertragspartei genießen.

### Artikel 14

(1) Genießt nach Artikel 11 eine Forderung ein Privileg, so genießen die Zinsen dieser Forderung und die Kosten des Verfahrens zur Erlangung eines vollstreckbaren Titels dasselbe Privileg.

(2) Die in Artikel 11 aufgezählten Privilegien erstrecken sich

- a) auf alle Sachen, die ihrer Zweckbestimmung nach dauernd auf dem Binnenschiff verbleiben sollen und dem Eigentümer des Schiffs gehören;
- b) auf die Ersatzansprüche für den Verlust des Binnenschiffs oder für die dem Schiff zugefügten, noch nicht behobenen Sachschäden einschließlich des einem solchen Schaden entsprechenden Teils der Ansprüche aus Hilfeleistung, Bergung oder Hebung sowie der Vergütungsansprüche aus Großer Haverei; dies gilt auch nach Übertragung oder Verpfändung der bezeichneten Ansprüche; zu diesen Ansprüchen gehören jedoch nicht Entschädigungsansprüche, die auf einem Vertrag über die Versicherung des Schiffs gegen die Gefahr des Verlustes oder der Beschädigung beruhen.

(3) Jede Vertragspartei kann in ihrer Rechtsordnung vorsehen, daß bei einer in ihrem Hoheitsgebiet durchgeführten Zwangsversteigerung die in Artikel 11 aufgezählten Privilegien sich auf die Frachtforderungen erstrecken.

## 428 der Beilagen

15

**Article 15**

1. Les créances privilégiées énumérées à l'article 11 du présent Protocole prennent rang avant celles visées à l'article 13.

2. Entre créances privilégiées énumérées à l'article 11 du présent Protocole, le rang est déterminé selon l'ordre d'énumération; pour celles visées à l'alinéa c) de l'article 11, il est dans l'ordre inverse des dates où ces créances sont nées; en cas d'insuffisance du produit à distribuer, celui-ci sera réparti entre les créanciers de même rang au marc le franc de leurs créances.

**Article 16**

Les créances énumérées à l'article 11 du présent Protocole donnent naissance à un privilège même lorsqu'elles sont nées pendant l'exploitation du bateau par une personne autre que le propriétaire, sauf lorsque celui-ci s'est trouvé dessaisi par un acte illicite et que, en outre, le créancier n'a pas été de bonne foi.

**Article 17**

1. Les privilèges énumérés à l'article 11 du présent Protocole s'éteignent à l'expiration d'un délai d'un an si le créancier privilégié n'a pas fait valoir son droit en justice. Ce délai court à partir du jour où la créance devient exigible. Toutefois, pour les créances du chef d'assistance ou de sauvetage, il court à partir du jour où ces opérations sont terminées.

2. Le privilège s'éteint avec la créance.

**Article 18**

La législation du pays d'immatriculation régit:

- a) les conditions et les modalités d'extinction éventuelle, en cas de vente volontaire du bateau, des privilèges énumérés à l'article 11 du présent Protocole;
- b) l'étendue, les rangs respectifs et l'extinction des privilèges visés à l'article 13 du présent Protocole;
- c) toute autre question concernant les privilèges visés à l'article 11 ou à l'article 13 qui n'est pas réglée par le présent Protocole.

**Chapitre IV****RESERVES****Article 19**

En application du paragraphe 2 de l'article 21 de la Convention, tout pays peut déclarer qu'il

**Artikel 15**

(1) Die in Artikel 11 aufgezählten privilegierten Forderungen gehen den in Artikel 13 genannten Forderungen im Range vor.

(2) Der Rang zwischen den in Artikel 11 aufgezählten privilegierten Forderungen bestimmt sich nach der Reihenfolge der Aufzählung; zwischen den in Artikel 11 Buchstabe c angeführten Forderungen bestimmt er sich jedoch nach der umgekehrten Reihenfolge der Zeitpunkte, zu denen sie entstanden sind; reicht der zu verteilende Erlös nicht aus, so wird er unter die gleichrangigen Gläubiger nach dem Verhältnis ihrer Forderungen aufgeteilt.

**Artikel 16**

Die in Artikel 11 aufgezählten Forderungen sind auch dann privilegiert, wenn sie entstanden sind, während das Binnenschiff durch eine andere Person als den Eigentümer betrieben worden ist; dies gilt nicht, wenn das Binnenschiff dem Eigentümer durch eine unerlaubte Handlung entzogen worden und außerdem der Gläubiger nicht in gutem Glauben gewesen ist.

**Artikel 17**

(1) Die in Artikel 11 aufgezählten Privilegien erlöschen mit Ablauf eines Jahres, wenn der privilegierte Gläubiger sein Privileg nicht gerichtlich geltend gemacht hat. Die Frist beginnt mit dem Tag, an dem die Forderung fällig wird. Für die Forderungen aus Hilfeleistung oder Bergung beginnt sie jedoch mit dem Tag, an dem diese Maßnahmen abgeschlossen sind.

(2) Das Privileg erlischt mit der Forderung.

**Artikel 18**

Nach der Rechtsordnung des Eintragungsstaates werden beurteilt

- a) die Voraussetzungen sowie die Art und Weise des etwaigen Erlöschens der in Artikel 11 aufgezählten Privilegien im Falle eines freiwilligen Verkaufs des Binnenschiffs;
- b) die Frage, auf welche Gegenstände sich die in Artikel 13 bezeichneten Privilegien erstrecken, sowie der Rang und das Erlöschen dieser Privilegien;
- c) alle anderen nicht durch das Protokoll geregelten Fragen, welche die in Artikel 11 oder in Artikel 13 bezeichneten Privilegien betreffen.

**Kapitel IV****VORBEHALTE****Artikel 19**

Jeder Staat kann auf Grund von Artikel 21 Absatz 2 des Übereinkommens erklären, daß er

n'appliquera pas, en cas d'exécution forcée sur son territoire, les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 14 du présent Protocole.

## PROTOCOLE N° 2 RELATIF A LA SAISIE CONSERVATOIRE ET A L'EXECUTION FORCEE CONCERNANT LES BATEAUX DE NAVIGATION INTERIEURE

### Chapitre premier DISPOSITIONS GENERALES

#### Article premier

Au sens du présent Protocole on entend

- a) par « Parties contractantes », celles des Parties contractantes à la Convention relative à l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure qui sont liées par ce Protocole;
- b) par « saisie conservatoire », toute mesure d'urgence autorisée conformément à l'article 10 du présent Protocole et ayant pour effet, sous réserve des dispositions de l'article 18, l'immobilisation matérielle d'un bateau pour sauvegarder la réalisation d'une créance ou de tout autre droit du requérant;
- c) par « exécution forcée », toute mesure prévue par la législation d'une Partie contractante et tendant à la vente d'un bateau afin de satisfaire une créance ou tout autre droit du requérant; ce terme couvre notamment la saisie-exécution et la vente forcée.

#### Article 2

Le présent Protocole s'applique à la saisie conservatoire et à l'exécution forcée concernant tout bateau de navigation intérieure, même en construction, échoué ou coulé, qui est immatriculé sur un registre d'une Partie contractante.

#### Article 3

1. Le présent Protocole ne s'applique pas aux procédures ne tombant pas sous les définitions des alinéas b) et c) de son article premier, notamment aux injonctions de ramener le bateau au lieu de son immatriculation et aux poursuites susceptibles d'aboutir à la faillite.

2. Le présent Protocole ne porte pas atteinte aux effets qui, sur le territoire d'une Partie con-

bei einer in seinem Hoheitsgebiet durchgeführten Zwangsvollstreckung Artikel 14 Absatz 2 Buchstabe b dieses Protokolls nicht anwenden wird.

## PROTOKOLL Nr. 2 ÜBER DIE SICHERUNGSBESCHLAGNAHME UND DIE ZWANGSVOLLSTRECKUNG BETREFFEND BINNENSCHIFFE

### Kapitel I ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

#### Artikel 1

Im Sinne dieses Protokolls bedeuten die Ausdrücke:

- a) „Vertragsparteien“ die durch dieses Protokoll gebundenen Vertragsparteien des Übereinkommens über die Eintragung von Binnenschiffen;
- b) „Sicherungsbeschlagnahme“ jede gemäß Artikel 10 bewilligte Dringlichkeitsmaßnahme, die, vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 18, die tatsächliche Stillegung eines Binnenschiffs bewirkt, um auf diese Weise die Durchsetzung einer Forderung oder eines anderen Rechts des Antragstellers zu sichern;
- c) „Zwangsvollstreckung“ jede in der Rechtsordnung einer Vertragspartei vorgesehene und auf die Veräußerung eines Binnenschiffs gerichtete Maßnahme zur Befriedigung einer Forderung oder irgendeines anderen Rechts des Antragstellers; der Ausdruck umfaßt insbesondere die Beschlagnahme im Vollstreckungsverfahren und die Zwangsversteigerung.

#### Artikel 2

Dieses Protokoll ist auf die Sicherungsbeschlagnahme und die Zwangsvollstreckung betreffend jedes Binnenschiff, auch ein im Bau befindliches, gestrandetes oder gesunkenes Schiff, anzuwenden, das in einem Register einer Vertragspartei eingetragen ist.

#### Artikel 3

(1) Dieses Protokoll ist auf Verfahren, die nicht unter die Begriffsbestimmungen von Artikel 1 Buchstaben b und c fallen, insbesondere auf Anordnungen, das Binnenschiff an den Ort seiner Eintragung zurückzubringen, und auf Betreibungsverfahren, die zum Konkurs führen können, nicht anzuwenden.

(2) Dieses Protokoll berührt nicht die Wirkungen, die im Hoheitsgebiet einer Vertrags-

## 428 der Beilagen

17

tractante, s'attachent à la faillite en vertu de la législation de cette Partie contractante ou des accords internationaux qui la lient.

**Article 4**

La saisie conservatoire, la saisie-exécution et la vente forcée ne peuvent être effectuées que dans le pays où le bateau se trouve. Sous réserve des dispositions du présent Protocole, la procédure est réglée par la législation dudit pays.

**Article 5**

1. Lorsque le bateau fait l'objet d'une saisie conservatoire ou d'une exécution forcée, ces mesures doivent être inscrites au registre d'immatriculation du bateau et le requérant et les bénéficiaires d'inscriptions antérieures doivent être informés de cette inscription. Il en est de même lorsque la saisie est levée ou qu'il est mis fin à l'exécution.

2. Lorsque l'inscription prévue au paragraphe 1 du présent article doit être faite sur un registre d'une Partie contractante autre que celle où le bateau a fait l'objet d'une saisie ou d'une exécution, elle sera demandée par l'autorité ou l'officier ministériel que désigne la législation du pays de la saisie ou de l'exécution.

**Article 6**

Le présent Protocole ne confère pas de droit réel sur le bateau du fait qu'une saisie conservatoire a été autorisée ou effectuée ou qu'une procédure d'exécution forcée a été engagée. Toutefois, aucun droit inscrit au registre postérieurement à l'inscription de la saisie ou de la procédure d'exécution n'est opposable au saisissant, à la personne qui requiert l'exécution ou à l'adjudicataire.

**Article 7**

Un droit de rétention sur le bateau ne fait pas obstacle à la saisie conservatoire ou à la vente forcée du bateau.

**Article 8**

1. Pour l'application du présent Protocole les autorités compétentes des Parties contractantes sont autorisées à correspondre directement entre elles et les correspondances peuvent être rédigées dans la langue de l'expéditeur.

2. A la requête d'une partie intéressée, les demandes prévues au paragraphe 2 de l'article 5 du présent Protocole sont transmises par toute voie télégraphique moyennant avance des frais; l'expéditeur doit en donner confirmation écrite.

partei nach ihrer innerstaatlichen Rechtsordnung oder den sie bindenden zwischenstaatlichen Vereinbarungen mit dem Konkurs verbunden sind.

**Artikel 4**

Die Sicherungsbeschlagnahme, die Beschlagnahme im Vollstreckungsverfahren und die Zwangsversteigerung dürfen nur in dem Staat durchgeführt werden, in dem sich das Binnenschiff befindet. Vorbehaltlich der Bestimmungen dieses Protokolls richtet sich das Verfahren nach der Rechtsordnung des betreffenden Staates.

**Artikel 5**

(1) Ist das Binnenschiff Gegenstand einer Sicherungsbeschlagnahme oder einer Zwangsvollstreckung, so sind diese Maßnahmen in das Eintragungsregister des Schiffs einzutragen; hiervon sind der Antragsteller und die aus früheren Eintragungen Begünstigten zu benachrichtigen. Das gleiche gilt bei Aufhebung der Beschlagnahme oder bei Beendigung des Vollstreckungsverfahrens.

(2) Ist die in Absatz 1 vorgesehene Eintragung in das Register einer anderen als der Vertragspartei, bei der das Binnenschiff Gegenstand einer Beschlagnahme oder einer Vollstreckung ist, vorzunehmen, so ersucht die Behörde oder die behördlich hierzu befugte Person, welche die Rechtsordnung des Staates der Beschlagnahme oder der Vollstreckung bezeichnet, um die Eintragung.

**Artikel 6**

Ist eine Sicherungsbeschlagnahme bewilligt oder durchgeführt oder ein Zwangsvollstreckungsverfahren eingeleitet worden, so entsteht auf Grund dieses Protokolls dadurch kein dingliches Recht an dem Binnenschiff. Jedoch kann ein nach Eintragung der Beschlagnahme oder des Vollstreckungsverfahrens in das Register eingetragenes Recht demjenigen, der die Beschlagnahme beantragt hat, die Zwangsversteigerung betreibt oder das Binnenschiff in der Zwangsversteigerung ersteht, nicht entgegengehalten werden.

**Artikel 7**

Ein Zurückbehaltungsrecht an dem Binnenschiff hindert nicht dessen Sicherungsbeschlagnahme oder Zwangsversteigerung.

**Artikel 8**

(1) Für die Anwendung dieses Protokolls sind die zuständigen Behörden der Vertragsparteien ermächtigt, unmittelbar miteinander zu verkehren; die Schriftstücke können in der Sprache des Absenders verfaßt werden.

(2) Auf Verlangen eines Beteiligten werden die in Artikel 5 Absatz 2 vorgesehenen Ersuchen gegen Vorauszahlung der Kosten auf irgendeine telegraphische Übermittlungsweise weitergeleitet. Der Absender hat sein Ersuchen schriftlich zu bestätigen.

## Chapitre II DE LA SAISIE CONSERVATOIRE

### Article 9

1. Toute saisie conservatoire effectuée sur le territoire d'une Partie contractante selon les dispositions du présent Protocole sera reconnue sur les territoires de toutes les autres Parties contractantes.

2. Le paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas sur le territoire d'une Partie contractante où a été rendue une décision judiciaire passée en force de chose jugée avant l'autorisation de saisie et constatant l'inexistence du droit pour lequel la saisie a été demandée.

### Article 10

1. La saisie conservatoire d'un bateau ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation de l'autorité judiciaire du pays où elle doit être réalisée. Cette autorisation, qui, si la loi dudit pays le prévoit, peut consister en une validation, est accordée lorsqu'il y a danger que, faute de mesures immédiates, il ne devienne aléatoire ou sensiblement plus difficile pour le requérant de sauvegarder la réalisation de son droit.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent même si le droit du requérant est un droit réel ou une créance garantie par un tel droit.

### Article 11

1. Le requérant doit établir la vraisemblance de son droit et celle du danger dont il est question à l'article 10 du présent Protocole. L'autorité judiciaire peut subordonner son autorisation à des garanties à fournir par le requérant.

2. Si les circonstances sont telles qu'on doive admettre que le requérant ne puisse, au moment où il présente sa demande, établir la vraisemblance de son droit, l'autorité judiciaire peut néanmoins autoriser la saisie conservatoire en subordonnant cette autorisation à des garanties à fournir par le requérant.

### Article 12

Lorsque l'autorisation de saisie conservatoire est accordée pour une certaine somme, cette somme est mentionnée dans l'autorisation.

### Article 13

La législation du pays où est autorisée la saisie conservatoire règle les cas, conditions et délais dans lesquels le requérant doit faire valoir son droit en justice.

## Kapitel II SICHERUNGSBESCHLAGNAHME

### Artikel 9

(1) Jede nach den Bestimmungen dieses Protokolls im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei durchgeführte Sicherungsbeschlagnahme wird im Hoheitsgebiet aller anderen Vertragsparteien anerkannt.

(2) Absatz 1 ist im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei nicht anzuwenden, in dem durch eine vor der Bewilligung der Beschlagnahme rechtskräftig gewordene gerichtliche Entscheidung festgestellt ist, daß das Recht, für das die Beschlagnahme beantragt worden ist, nicht besteht.

### Artikel 10

(1) Die Sicherungsbeschlagnahme eines Binnenschiffs ist nur mit Bewilligung des Gerichts des Staates zulässig, in dem sie durchgeführt werden soll. Die Bewilligung, die, wenn es die Rechtsordnung des bezeichneten Staates vorsieht, auch nachträglich gegeben werden kann, wird erteilt, wenn Gefahr besteht, daß für den Antragsteller ohne sofortige Maßnahmen die Sicherung der Durchsetzung seines Rechts ungewiß oder wesentlich schwieriger sein würde.

(2) Absatz 1 ist auch anzuwenden, wenn das Recht des Antragstellers ein dingliches Recht oder eine durch ein solches Recht gesicherte Forderung ist.

### Artikel 11

(1) Der Antragsteller muß sein Recht und die in Artikel 10 erwähnte Gefahr glaubhaft machen. Das Gericht kann die Bewilligung von der Leistung einer Sicherheit durch den Antragsteller abhängig machen.

(2) Ist nach den Umständen anzunehmen, daß der Antragsteller im Zeitpunkt der Antragstellung sein Recht nicht glaubhaft machen kann, so kann das Gericht dennoch die Sicherungsbeschlagnahme bewilligen, wobei es die Bewilligung von der Leistung einer Sicherheit durch den Antragsteller abhängig machen muß.

### Artikel 12

Ist die Sicherungsbeschlagnahme für eine Forderung in bestimmter Höhe bewilligt worden, so ist der Betrag in der Bewilligung anzugeben.

### Artikel 13

Die Rechtsordnung des Staates, in dem die Sicherungsbeschlagnahme bewilligt worden ist, bestimmt, in welchen Fällen, unter welchen Voraussetzungen und binnen welcher Fristen der Antragsteller sein Recht gerichtlich geltend machen muß.

## 428 der Beilagen

19

**Article 14**

Sous réserves des dispositions des articles 15 et 16 ci-après, la législation du pays où est autorisée la saisie conservatoire détermine les cas et conditions du retrait de l'autorisation accordée et de la mainlevée de la saisie.

**Article 15**

1. L'autorité judiciaire du pays où la saisie conservatoire a été autorisée retire cette autorisation ou donne mainlevée de la saisie à la demande de tout partie intéressée lorsqu'une caution ou autre garantie a été fournie, pourvu que cette caution ou garantie soit estimée satisfaisante par ladite autorité judiciaire.

2. Lorsqu'une saisie a été autorisée pour sauvegarder la réalisation d'une créance à l'égard de laquelle le débiteur pourrait invoquer une limitation de sa responsabilité, une caution ou une autre garantie sera considérée comme étant d'un montant satisfaisant si son montant est au moins égal à la somme à laquelle la responsabilité est ou sera limitée. Cette disposition s'applique également lorsque d'autres créanciers sont ou seront désignés comme bénéficiant aussi de cette même caution ou garantie.

**Article 16**

1. Lorsque la saisie conservatoire d'un bateau avait été autorisée pour sauvegarder la réalisation d'un certain droit et qu'à la suite de la fourniture d'une caution ou autre garantie l'autorisation de saisie a été retirée ou mainlevée de la saisie a été donnée, il ne peut, sur les territoires des Parties contractantes, être autorisé de saisie conservatoire pour sauvegarder la réalisation du même droit, ni sur le bateau, ni sur les objets appartenant au propriétaire du bateau et attachés à demeure au bateau par destination, ni sur un autre bateau.

2. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas sur le territoire de toute Partie contractante dont l'autorité judiciaire estime que, dans son pays, la caution ou garantie fournie n'a pas, ou n'a plus, l'efficacité qu'elle avait, dans le pays où la saisie avait été autorisée, au moment du retrait de l'autorisation ou de la mainlevée de la saisie.

**Article 17**

La caution ou autre garantie fournie pour éviter une saisie conservatoire ou pour en obtenir la mainlevée ne constitue en aucun cas une reconnaissance du droit du requérant ou une renonciation au bénéfice d'une limitation de responsabilité.

**Artikel 14**

Vorbehaltlich der Artikel 15 und 16 bestimmt die Rechtsordnung des Staates, in dem die Sicherungsbeschlagnahme bewilligt worden ist, die Fälle und die Voraussetzungen eines Widerrufs der erteilten Bewilligung sowie einer Aufhebung der Beschlagnahme.

**Artikel 15**

(1) Auf Antrag eines Beteiligten wird vom Gericht des Staates, in dem die Sicherungsbeschlagnahme bewilligt worden ist, die Bewilligung widerrufen oder die Beschlagnahme aufgehoben, wenn eine Kautions- oder andere Sicherheit geleistet wird, vorausgesetzt, daß das Gericht die Kautions- oder andere Sicherheit für genügend erachtet.

(2) Ist eine Beschlagnahme bewilligt worden, um die Durchsetzung einer Forderung zu sichern, der gegenüber der Schuldner sich auf eine Haftungsbeschränkung berufen könnte, so ist eine Kautions- oder andere Sicherheit der Höhe nach als genügend anzusehen, wenn sie mindestens dem Betrag gleichkommt, auf den die Haftung beschränkt worden ist oder beschränkt wird. Diese Bestimmung ist auch dann anzuwenden, wenn weitere Gläubiger als durch diese Kautions- oder andere Sicherheit begünstigt bezeichnet worden sind oder bezeichnet werden.

**Artikel 16**

(1) War die Sicherungsbeschlagnahme eines Binnenschiffs bewilligt worden, um die Durchsetzung eines bestimmten Rechts zu sichern, und ist auf Grund der Leistung einer Kautions- oder anderen Sicherheit die Bewilligung der Beschlagnahme widerrufen oder die Beschlagnahme aufgehoben worden, so darf im Hoheitsgebiet der Vertragsparteien zur Sicherung der Durchsetzung desselben Rechts eine Sicherungsbeschlagnahme des Schiffs oder von Sachen, die ihrer Zweckbestimmung nach dauernd auf dem Schiff verbleiben sollen und dem Schiffseigentümer gehören, oder eines anderen Binnenschiffs nicht bewilligt werden.

(2) Absatz 1 ist jedoch im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei nicht anzuwenden, deren Gericht der Auffassung ist, daß in seinem Staat die geleistete Kautions- oder andere Sicherheit nicht oder nicht mehr die gleiche Wirksamkeit hat, die sie in dem Staat, in dem die Beschlagnahme bewilligt worden war, zur Zeit des Widerrufs der Bewilligung oder der Aufhebung der Beschlagnahme hatte.

**Artikel 17**

Die zur Abwendung einer Sicherungsbeschlagnahme oder zum Zweck ihrer Aufhebung geleistete Kautions- oder andere Sicherheit gilt in keinem Fall als Anerkennung des Rechts des Antragstellers oder als Verzicht auf Geltendmachung einer Haftungsbeschränkung.

**Article 18**

L'autorité judiciaire peut régler l'exploitation du bateau sans lever la saisie conservatoire; elle peut, à cette fin, ordonner que soit fournie une caution ou autre garantie qu'elle détermine.

**Chapitre III**  
**DE L'EXECUTION FORCEE**

**Article 19**

1. Les effets qu'une exécution forcée produit sur le territoire de la Partie contractante où elle est effectuée seront reconnus sur les territoires de toutes les autres Parties contractantes.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas sur le territoire d'une Partie contractante où a été rendue une décision judiciaire passée en force de chose jugée avant l'exécution et constatant l'inexistence du droit pour lequel l'exécution a été demandée.

**Article 20**

Le titre dont se prévaut une personne pour requérir l'exécution forcée du bateau doit satisfaire aux conditions, relatives à l'exécution, prévues par la législation du pays où l'exécution doit être effectuée.

**Article 21**

1. Il sera procédé en temps utile
  - a) à la publication de la date et du lieu de la vente forcée ainsi que du délai imparti aux intéressés pour faire valoir des droits qui ne sont pas pris d'office en considération, et ceci aussi bien dans le pays où l'exécution est poursuivie que dans celui où le bateau est immatriculé;
  - b) à la communication du contenu de la publication prévue à l'alinéa a) du présent paragraphe aux bénéficiaires d'inscriptions au registre d'immatriculation et aux autres intéressés connus.
2. Lorsque le bateau dont l'exécution forcée est poursuivie est immatriculé sur un registre d'une Partie contractante autre que celle de l'exécution, le bureau d'immatriculation du bateau doit, sur requête de l'autorité ou de l'officier ministériel que désigne la législation du pays de l'exécution, sans délai et contre remboursement des frais:
  - a) assurer dans son pays la publication prévue à l'alinéa a) du paragraphe 1 du présent article;

**Artikel 18**

Das Gericht kann, ohne die Sicherungsbeschlagnahme aufzuheben, die Weiterbenützung des Binnenschiffs regeln; zu diesem Zweck kann es anordnen, daß eine von ihm bestimmte Kautions- oder andere Sicherheit zu leisten ist.

**Kapitel III**  
**ZWANGSVOLLSTRECKUNG**

**Artikel 19**

- (1) Die Wirkungen, die eine Zwangsvollstreckung im Hoheitsgebiet der Vertragspartei hat, in dem sie durchgeführt wird, werden im Hoheitsgebiet aller anderen Vertragsparteien anerkannt.
- (2) Absatz 1 ist im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei nicht anzuwenden, in dem durch eine vor der Vollstreckung rechtskräftig gewordene gerichtliche Entscheidung festgestellt ist, daß das Recht, für das die Vollstreckung beantragt worden ist, nicht besteht.

**Artikel 20**

Der Titel, auf den sich eine Person in ihrem Antrag auf Zwangsvollstreckung in das Binnenschiff beruft, muß hinsichtlich der Vollstreckbarkeit die Voraussetzungen erfüllen, welche die Rechtsordnung des Staates, in dem die Vollstreckung durchgeführt werden soll, vorsieht.

**Artikel 21**

- (1) Folgendes ist rechtzeitig zu veranlassen:
  - a) die öffentliche Bekanntmachung des Tages und des Ortes der Zwangsversteigerung sowie der Frist, die den Beteiligten zur Geltendmachung derjenigen Rechte gesetzt wird, die nicht von Amts wegen zu berücksichtigen sind, und zwar sowohl in dem Staat, in dem die Vollstreckung betrieben wird, als auch in dem Staat, in dem das Binnenschiff eingetragen ist;
  - b) die Mitteilung des Inhalts der in Buchstabe a) vorgesehenen Bekanntmachung an die aus Registereintragungen Begünstigten und an die anderen Beteiligten, die bekannt sind.
- (2) Ist das Binnenschiff, in das die Zwangsvollstreckung betrieben wird, in einem Register einer anderen als der Vertragspartei, bei der die Vollstreckung betrieben wird, eingetragen, so hat die Registerbehörde auf Ersuchen der Behörde oder der behördlich hierzu befugten Person, welche die Rechtsordnung des Staates der Vollstreckung bezeichnet, unverzüglich und gegen Erstattung der Kosten
  - a) in ihrem Staat für die in Absatz 1 Buchstabe a) vorgesehene öffentliche Bekanntmachung zu sorgen;

- b) notifier ou faire notifier la communication prévue à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article aux bénéficiaires d'inscriptions au registre.

Ces obligations du bureau d'immatriculation ne sont pas affectées par les dispositions des paragraphes 2 des articles 3 et 19 du présent Protocole.

#### Article 22

1. Lorsque sur le territoire d'une Partie contractante il a été procédé à l'exécution forcée sur un bateau immatriculé sur le registre d'une autre Partie contractante, le bureau d'immatriculation du bateau procède, sur présentation d'une expédition de l'acte d'adjudication, aux modifications et radiations d'inscriptions qu'exige l'application de l'article 19 du présent Protocole; il informe de ces modifications et radiations les bénéficiaires d'inscriptions modifiées ou radiées. L'expédition de l'acte d'adjudication ne peut être délivrée que s'il n'est plus possible de revenir sur l'adjudication. L'acte d'adjudication doit le cas échéant faire ressortir les droits inscrits que ne périmé pas l'adjudication.

2. Si le bureau d'immatriculation refuse, en vertu des paragraphes 2 des articles 3 et 19 du présent Protocole, de procéder à l'inscription du droit de propriété de l'acquéreur, le bateau peut, par dérogation aux paragraphes 1 des articles 4 et 11 de la Convention, être immatriculé sur les registres de toute autre Partie contractante sous réserve qu'il remplisse les conditions prévues par la législation de cette autre Partie contractante pour pouvoir y être immatriculé.

- b) die in Absatz 1 Buchstabe b vorgesehene Mitteilung den aus Registereintragungen Begünstigten zuzustellen oder zustellen zu lassen.

Diese Verpflichtungen der Registrierbehörde werden durch die Bestimmungen von Artikel 3 Absatz 2 und Artikel 19 Absatz 2 nicht berührt.

#### Artikel 22

(1) Ist im Hoheitsgebiet einer Vertragspartei die Zwangsvollstreckung in ein Binnenschiff durchgeführt worden, das im Register einer anderen Vertragspartei eingetragen ist, so nimmt die Registerbehörde gegen Vorlegung einer Ausfertigung des Beschlusses über den Zuschlag die auf Grund von Artikel 19 erforderlichen Änderungen und Löschungen der Eintragungen vor; sie benachrichtigt von diesen Änderungen und Löschungen die aus geänderten oder gelöschten Eintragungen Begünstigten. Die Ausfertigung des Beschlusses über den Zuschlag darf erst erteilt werden, wenn der Zuschlag nicht mehr angefochten werden kann. Der Beschluß über den Zuschlag muß gegebenenfalls erkennen lassen, welche eingetragenen Rechte durch den Zuschlag nicht erlöschen.

(2) Weigert sich die Registerbehörde auf Grund von Artikel 3 Absatz 2 oder Artikel 19 Absatz 2, das Eigentum des Erwerbers des Binnenschiffs einzutragen, so kann das Schiff abweichend von Artikel 4 Absatz 1 und Artikel 11 Absatz 1 des Übereinkommens in ein Register irgendeiner anderen Vertragspartei eingetragen werden; jedoch muß das Schiff die in der Rechtsordnung dieser Vertragspartei vorgesehenen Voraussetzungen dafür erfüllen, daß es dort eingetragen werden kann.

### DECLARATIONS

#### de la République d'Autriche conformément à l'article 15 alinéa 1 de la Convention relative à l'Immatriculation des Bateaux de Navigation Intérieure

1. « L'Autriche accepte le Protocole n° 1 dans l'annexe de la Convention relatif aux droits réels sur les bateaux de navigation intérieure. »
2. « L'Autriche accepte le Protocole n° 2 dans l'annexe de la Convention relatif à la saisie conservatoire et à l'exécution forcée concernant les bateaux de navigation intérieure. »

(Übersetzung)

### ERKLÄRUNGEN

#### der Republik Österreich gemäß Artikel 15 Absatz 1 des Übereinkommens über die Eintragung von Binnenschiffen

1. „Österreich nimmt das dem Übereinkommen beigefügte Protokoll Nr. 1 über die dinglichen Rechte an Binnenschiffen an.“
2. „Österreich nimmt das dem Übereinkommen beigefügte Protokoll Nr. 2 über die Sicherungsbeschlagnahme und die Zwangsvollstreckung betreffend Binnenschiffe an.“



## Erläuterungen

### Allgemeiner Teil

Bereits am 9. Dezember 1930 haben im Schloß des Völkerbundes 13 Staaten ein Übereinkommen über die Eintragung von Binnenschiffen, die dinglichen Rechte an solchen Schiffen und damit zusammenhängende Belange unterzeichnet. Als solche „damit zusammenhängenden Belange“ behandelte dieses Übereinkommen die Zwangsvollstreckung. In der Schlußakte der Konferenz, die das Übereinkommen ausgearbeitet hatte, wurde im übrigen der Wunsch ausgesprochen, daß ein Übereinkommen über die Sicherungsbeschlagnahme in naher Zukunft geschlossen werde. Das Übereinkommen vom 9. Dezember 1930 ist nur von Frankreich ratifiziert worden und somit bisher nicht in Kraft getreten.

Vom Jahr 1955 an beschäftigte sich der Inlandtransportausschuß der Wirtschaftskommission der Vereinten Nationen für Europa mit den in dem oben angeführten Vertragswerk behandelten Fragen. Eine vom Inlandtransportausschuß eingesetzte Arbeitsgruppe für Binnenwasserrecht arbeitete in den Jahren 1959 bis 1964 unter Vorsitz eines Vertreters des österreichischen Bundesministeriums für Justiz ein Vertragswerk aus, das sich aus einem Übereinkommen und zwei Fakultativprotokollen zusammensetzt. Für die beiden Protokolle lagen vom Internationalen Institut für die Vereinheitlichung des Privatrechts in Rom (UNIDROIT) hergestellte Vorentwürfe vor.

Die Hauptzwecke des Übereinkommens sind, eine allgemeine Pflicht zur Eintragung von Binnenschiffen zu schaffen und gleichzeitig doppelte Eintragungen zu untersagen. Dadurch sollen die Anwendung der verwaltungsrechtlichen Vorschriften auf dem Gebiet der Binnenschifffahrt erleichtert und gleichzeitig der Kreditgewährung eine bessere Grundlage gegeben werden. Das Übereinkommen geht nicht so weit, die Eintragungsvoraussetzungen zu vereinheitlichen, es untersagt aber den Vertragsstaaten die Eintragung von Binnenschiffen in ihre Register, wenn diese Binnenschiffe nicht zu dem betreffenden Staat eine der im Art. 3 Abs. 1 aufgezählten

Anknüpfungen aufweisen. Könnte das Schiff auf Grund der Eintragungsvoraussetzungen der Vertragsstaaten in mehr als einem von diesen eingetragen werden, so steht dem Eigentümer des Schiffes grundsätzlich das Wahlrecht zu. Unter bestimmten Voraussetzungen kann aber ein Vertragsstaat auf der Eintragung des Schiffes bei seiner eigenen Behörde bestehen. Für den Fall, in dem das Schiff zu keinem der Vertragsstaaten eine der vorgesehenen Anknüpfungen (und auch zu keinem Nichtvertragsstaat eine nach dessen Recht erforderliche Anknüpfung) hat, sieht das Übereinkommen keine Lösung vor. Es ist aber anzunehmen, daß es sich um einen eher theoretischen Fall handelt.

Das Protokoll Nr. 1 bestimmt zunächst (Art. 3), daß die einzigen dinglichen Rechte, die an einem Binnenschiff bestehen können, das Eigentum, der Nießbrauch, die Hypothek und das Privileg sind. Es steht den Vertragsstaaten jedoch frei, auch der Sicherungsbeschlagnahme dingliche Wirkungen beizulegen. Das Protokoll will nicht die materiellrechtlichen Regeln für diese dinglichen Rechte vereinheitlichen, sondern grundsätzlich nur deren internationale Wirkung sicherstellen. Vereinheitlichungsbestimmungen finden sich nur so weit, als dies zum Schutz der Schiffskredite unerlässlich schien.

Unter der „Sicherungsbeschlagnahme“ und der „Zwangsvollstreckung“ im Sinne des Protokolls Nr. 2 sind diejenigen in den einzelnen Rechtsordnungen vorgesehenen Maßnahmen zu verstehen, die den Definitionen dieser Begriffe im Art. 1 des Protokolls Nr. 2 entsprechen. Auch dieses Protokoll dient hauptsächlich dazu, die Kreditgewährung für Binnenschiffe zu erleichtern und durch eine wirksame Publizität zu sichern.

Das Übereinkommen ist vom 25. Jänner bis 31. Dezember 1965 zur Unterzeichnung aufgelegt gewesen. Innerhalb dieser Frist haben Österreich (am 18. Juni 1965), Belgien, die Bundesrepublik Deutschland, Frankreich, Jugoslawien, Luxemburg, die Niederlande und die Schweiz das Übereinkommen unterzeichnet. Frankreich und die Niederlande haben es bereits ratifiziert.

Nach Art. 15 des Übereinkommens kann jeder Staat zu dem Zeitpunkt, zu dem er das Übereinkommen unterzeichnet oder seine Ratifikations- oder Beitrittsurkunde hinterlegt, oder zu jedem späteren Zeitpunkt erklären, daß er das Protokoll Nr. 1 annimmt; er kann bei Abgabe dieser Erklärung oder zu jedem späteren Zeitpunkt erklären, daß er auch das Protokoll Nr. 2 annimmt. Frankreich und die Schweiz haben bei der Unterzeichnung erklärt, das Protokoll Nr. 1, Frankreich hat gleichzeitig erklärt, auch das Protokoll Nr. 2 anzunehmen. Derartige Erklärungen sind von Österreich bei der Unterzeichnung nicht abgegeben worden; sie werden zweckmäßigerweise bei der Hinterlegung der Ratifikationsurkunde abzugeben sein.

In der Zwischenzeit sind durch die französische Ratifikation auch die beiden Protokolle von Frankreich endgültig angenommen worden, während die Niederlande bei der Ratifikation erklärt haben, lediglich das Protokoll Nr. 1 anzunehmen.

Nach Art. 24 des Übereinkommens sind nur der französische und der russische Text verbindlich, doch kann bei der Hinterlegung der Ratifikationsurkunde beim Generalsekretär der Vereinten Nationen die Übersetzung in einer anderen Sprache hinterlegt werden. Bei Nichtübereinstimmung dieser Fassung mit den verbindlichen Texten sind aber immer diese maßgebend. In den Jahren 1963 und 1964 haben zwei Übersetzungskonferenzen, an denen Vertreter Österreichs, der Bundesrepublik Deutschland und der Schweiz teilgenommen haben, stattgefunden; über die Abfassung einer gemeinsamen deutschen Übersetzung, die nach Art. 24 hinterlegt werden soll, konnte Übereinstimmung erzielt werden.

Das Übereinkommen und die Protokolle sind in zahlreichen Bestimmungen gesetzändernd und bedürfen daher nach Art. 50 Abs. 1 Bundes-Verfassungsgesetz der Genehmigung durch den Nationalrat. Obwohl einzelne Bestimmungen des Übereinkommens nicht unmittelbar anwendbar sind, muß kein Beschluß des Nationalrates nach Art. 50 Abs. 2 Bundes-Verfassungsgesetz erfolgen, da gleichzeitig mit dem Inkrafttreten des Übereinkommens für Österreich ein Bundesgesetz, mit dem die Schiffsregisterordnung und die Verordnung zur Durchführung des Gesetzes über Rechte an eingetragenen Schiffen und Schiffsbauwerken geändert werden, in Kraft treten soll, das diese Bestimmungen durchführt.

Durch die Ratifikation des Übereinkommens und die Annahme der beiden Protokolle werden der Republik Österreich keine besonderen Kosten erwachsen.

## Besonderer Teil

### A. Zum Übereinkommen

#### Zum Artikel 1

Der Abs. 1 Buchstabe b enthält eine ähnliche Aufzählung wie der Art. 1 Abs. 4 Buchstabe b des Übereinkommens vom 15. März 1960, BGBl. Nr. 204/1966, zur Vereinheitlichung einzelner Regeln über den Zusammenstoß von Binnenschiffen. Die Gleichstellung der im Abs. 1 Buchstabe b angeführten schwimmenden Geräte mit den Binnenschiffen ist durch den hohen Wert dieser Geräte begründet.

Der Rechtsbegriff „Eigentum“ hat in den einzelnen Rechtsordnungen verschiedene Bedeutung; hier vereinheitlichen zu wollen, wäre aussichtslos gewesen. Außerdem sollte ermöglicht werden, daß in den sozialistischen Staaten, in denen ein Privateigentum an einzutragenden Binnenschiffen kaum besteht, unter dem Begriff „Eigentümer“ das staats- oder volkseigene Unternehmen verstanden werden kann, von dem das Binnenschiff betrieben wird.

#### Zum Artikel 2

Der Abs. 3 verpflichtet die Vertragsstaaten zu einer beschränkten Öffentlichkeit des Binnenschiffsregisters. Die Staaten sind nicht verhalten, die Einsichtnahme in die Register zu gestatten. Es müssen aber jedem, der es verlangt, gegen Zahlung der Kosten beglaubigte Auszüge aus den Registereintragungen sowie aus bestimmten bei der Registerbehörde hinterlegten Urkunden ausgestellt werden. Dies bedeutet keineswegs, daß die Vertragsstaaten nicht eine weitergehende Öffentlichkeit zulassen können. Hingegen gestattet es der Art. 21 Abs. 1 Buchstabe b, daß ein Vertragsstaat auf Grund eines Vorbehalts die im Art. 2 Abs. 3 bezeichneten Auszüge nur solchen Personen ausstellt, die ein Interesse glaubhaft machen. Dieses Interesse kann sowohl ein rechtliches als auch ein tatsächliches, muß aber jedenfalls berücksichtigungswürdig sein. Es besteht für Österreich kein Anlaß, von diesem Vorbehalt Gebrauch zu machen.

#### Zum Artikel 3

Der Abs. 1 enthält die Mindestvoraussetzungen, die ein Binnenschiff hinsichtlich der Anknüpfung erfüllen muß, damit es in ein Register eines Vertragsstaates eingetragen werden kann. Für im Bau befindliche Schiffe gilt nach Art. 5 etwas anderes. Außerdem kann sich nach Art. 21 Abs. 1 Buchstabe c jeder Vertragsstaat vorbehalten, das Übereinkommen nicht auf Binnenschiffe anzuwenden, die auf den Seen oder den anschließenden Abschnitten von Wasserläufen verkehren und den nationalen Eisenbahnverwaltungen gehören oder ihren Dienst auf Grund einer Konzession versehen. Dieser Vorbehalt wurde hauptsächlich für die Schweiz

vorgesehen, in der die Schifffahrt auf den Seen zum großen Teil von den Bundesbahnen betrieben wird und dem Eisenbahnrecht unterstellt ist. Für Österreich besteht keine Notwendigkeit, von diesem Vorbehalt Gebrauch zu machen.

#### Zum Artikel 4

Vom Wahlrecht des Eigentümers (Abs. 1) war schon im Allgemeinen Teil die Rede. Der Eigentümer kann seine Ansicht auch später ändern und dann das Schiff nach dem im Art. 11 vorgesehenen Verfahren in ein Register eines anderen Vertragsstaates übertragen.

Der Abs. 2 soll doppelte Eintragungen auch zwischen Vertragsstaaten und Nichtvertragsstaaten nach Tunlichkeit ausschließen.

#### Zum Artikel 5

Abgesehen von der Regel, daß ein im Hoheitsgebiet eines Vertragsstaates im Bau befindliches Binnenschiff nur dort eingetragen werden kann (Abs. 2), werden alle Fragen der Eintragung eines solchen Schiffes dem innerstaatlichen Recht überlassen. Dies gilt auch für den Vorgang der Eintragung selbst (Art. 8).

#### Zum Artikel 6

Die Bestimmungen dieses Artikels sind erforderlich, um das im Art. 4 Abs. 1 verankerte Wahlrecht des Eigentümers zu gewährleisten.

#### Zum Artikel 7

Der Abs. 1 entspricht einem praktischen Erfordernis. Es verlangt allerdings nicht, daß alle sich auf dasselbe Schiff beziehenden Eintragungen eine ununterbrochene Folge bilden müssen; dies gilt nach Art. 8 Abs. 2 nur für die Eintragung des Eigentums, nicht aber für die anderer dinglicher Rechte.

#### Zum Artikel 8

Dieser Artikel enthält Einzelheiten über die Eintragung selbst. Das innerstaatliche Recht kann hier weitere Erfordernisse festlegen, so etwa, daß der Antrag schriftlich gestellt werden muß oder daß die Registereintragung noch weitere Angaben zu enthalten hat.

#### Zum Artikel 9

Der Abs. 2 gestattet es jedem Vertragsstaat zu entscheiden, ob der Antrag auf Eintragung des Übergangs des Eigentums an einem Binnenschiff vom Veräußerer oder vom Erwerber zu stellen ist oder etwa von einem oder dem anderen gestellt werden kann.

Ob und unter welchen Voraussetzungen eine Eintragung nach Abs. 3 schließlich zur Löschung der Eintragung des Binnenschiffs führt, bestimmt sich nach dem nationalen Recht (Art. 10).

#### Zum Artikel 10

Die Voraussetzungen und Modalitäten der Löschung bestimmen sich nach nationalem Recht, doch muß dieses den Abs. 2 sowie die Vorschriften über die Löschung bei der Übertragung in ein Register eines anderen Vertragsstaates (Art. 11), vor allem den Abs. 1 Buchstabe a zweiter Satz, beachten.

#### Zum Artikel 11

Dieser Artikel enthält die Einzelheiten für das Übertragungsverfahren. Bei der Schaffung dieser Bestimmung wurde vor allem darauf geachtet, daß Rechte Dritter, die durch Eintragungen nach den Protokollen 1 oder 2 gesichert sind, immer geschützt bleiben. Dennoch wurde sie so abgefaßt, daß sie auch von Staaten angewendet werden können, die nicht Vertragsteile dieser Protokolle werden.

Selbstverständlich kann die Registerbehörde, bei der die Neueintragung des Binnenschiffs beantragt wird, diese Eintragung ablehnen, wenn die Eintragungsvoraussetzungen ihres eigenen Rechtes nicht gegeben sind, oder wenn die nach diesem Recht erforderlichen Urkunden nicht vorgelegt werden.

#### Zum Artikel 12

Der Schiffsbrief muß sich nicht, wie dies in einigen Rechtsordnungen vorgesehen ist, immer an Bord des Schiffes befinden. Wird die Registereintragung gelöscht, so ist der Schiffsbrief der Eintragungsbehörde zurückzustellen. Wird die Registereintragung geändert oder gelöscht, so muß gleichzeitig mit dem Schiffsbrief auch das nach Abs. 4 ausgestellte Doppel geändert oder zurückgestellt werden.

#### Zum Artikel 13

Dieser Artikel bezieht sich vor allem auf Militär-, Polizei-, Gendarmerie- und Zollschiffe. Sein Wortlaut entspricht dem, was im Art. 9 Buchstabe a des bereits genannten Übereinkommens vom 15. März 1960 zur Vereinheitlichung einzelner Regeln über den Zusammenstoß von Binnenschiffen als Vorbehaltsmöglichkeit vorgesehen ist.

#### Zum Artikel 14

Die in diesem Artikel enthaltenen Übergangsbestimmungen bedürfen wohl kaum einer weiteren Erläuterung.

#### Zum Artikel 15

Von den Bestimmungen dieses Artikels, die die Grundlage für die Annahme der beiden Protokolle bilden, war bereits im Allgemeinen Teil die Rede. Die Aufspaltung des Inhalts des gesamten Vertragswerkes in ein Übereinkommen

und zwei Fakultativprotokolle ist ein Kompromiß. Die Staaten, in denen das Schiffsregister hauptsächlich privatrechtlichen Zwecken dient, hätten die Aufnahme der Bestimmungen über die dinglichen Rechte sowie jener über Sicherungsbeschlagnahme und Vollstreckung in das Übereinkommen selbst vorgezogen; die sozialistischen Staaten, in denen dingliche Rechte an Binnenschiffen eine geringere Rolle spielen und die Sicherungsbeschlagnahme oder die Vollstreckung bei Binnenschiffen, die ja Staats- oder Volkseigentum sind, kaum je in Betracht kommt, hätten das Übereinkommen lieber auf die bloßen Regeln über die Eintragung beschränkt.

Da es sich bei den Fragen betreffend die Sicherungsbeschlagnahme und die Zwangsvollstreckung zum Teil auch um solche handelt, die das Verhältnis derartiger Maßnahmen zu bereits bestehenden oder später begründeten dinglichen Rechten an dem Binnenschiff zum Gegenstand haben, war man der Ansicht, daß eine Mitgliedschaft am Protokoll Nr. 2 nur dann sinnvoll sein kann, wenn der betreffende Staat auch das Protokoll Nr. 1 angenommen hat.

#### **Zu den Artikeln 16 bis 25**

Diese Artikel halten sich im Rahmen des bei der Wirtschaftskommission der Vereinten Nationen für Europa für Übereinkommen dieser Art Üblichen. Sie entsprechen weitgehend den Schlußklauseln des Übereinkommens vom 15. März 1960 zur Vereinheitlichung einzelner Regeln über den Zusammenstoß von Binnenschiffen. Für einen deutschen Text eine Sonderstellung zu erlangen, wie dies im Art. 19 des eben genannten Übereinkommens geschehen ist, gelang diesmal nicht (die deutsche Sprache hätte nämlich damit den Vorrang gegenüber anderen Amtssprachen der VN, vor allem der englischen, erhalten). Vielmehr sind alle hinterlegten Fassungen in anderen Sprachen als in der französischen und in der russischen Sprache nur amtliche Übersetzungen.

### **B. Zum Protokoll Nr. 1**

#### **Zum Artikel 1**

Die hier verwendete Begriffsbestimmung sollte nur die Redaktion des Protokolls erleichtern. Da das Protokoll für die Staaten, die es annehmen, einen Bestandteil des Übereinkommens bildet, war es nicht notwendig, die im Art. 1 des Übereinkommens enthaltenen Definitionen und Klarstellungen zu wiederholen.

#### **Zum Artikel 2**

Aus dem bereits im Zusammenhang mit dem Art. 1 angeführten Grund ist hier unter „jedem Binnenschiff“ nur ein solches zu verstehen, auf das auch das Übereinkommen selbst anzuwenden ist.

Der Begriff des „dinglichen Rechtes“ konnte, infolge seiner Verschiedenheit in den einzelnen Rechtsordnungen, nicht definiert werden. Allen Rechten dürfte aber gemeinsam sein, daß ein dingliches Recht an dem Gegenstand, auf den es sich bezieht, haften bleibt, selbst wenn das Eigentum an diesem Gegenstand an eine andere Person übertragen wird.

#### **Zum Artikel 3**

Die Aufzählung der dinglichen Rechte ist abschließend. Sie bedeutet aber nicht, daß alle Vertragsstaaten den hier aufgezählten Rechten unbedingt dingliches Wesen beimessen müssen; dies gilt vor allem für das Privileg. Ein Zurückbehaltungsrecht (vgl. den Art. 7 des Protokolls Nr. 2) ist jedenfalls kein dingliches Recht.

Die Regeln des Protokolls gelten auch für dingliche Rechte an Staatsschiffen — ausgenommen die im Art. 13 des Übereinkommens genannten Binnenschiffe —, sofern derartige dingliche Rechte an ihnen bestehen.

#### **Zum Artikel 4**

Dieser Artikel steht im Zusammenhang mit dem Art. 7 des Übereinkommens. Er besagt keineswegs, daß andere Umstände, etwa die Erhebung einer Klage oder Mietverträge betreffend das Binnenschiff, nicht in das Register eingetragen werden können.

#### **Zum Artikel 5**

Nur die hier angeführten Rechte (Eigentum, Nießbrauch und Hypothek), deren Inhalt durch das Protokoll nicht vereinheitlicht wird, sowie die Eintragung der Privilegien, für die das Protokoll in den Art. 11 ff. einheitliche Vorschriften enthält, müssen zwischen den Vertragsstaaten gegenseitig anerkannt werden. Andere Eintragungen sind zwar zulässig (siehe die Erläuterungen zum Art. 4), ihre internationale Wirkung wird aber durch das Protokoll nicht gesichert.

#### **Zum Artikel 6**

Es handelt sich hier nur um einen Grundsatz, der wohl allen europäischen Rechtsordnungen gemeinsam ist. Weitere Einzelheiten, etwa über Anmerkungen der Rangordnung oder über Rangtausch, bestimmen diese. Die Frage des Vorrangs zwischen Privilegien ist auf andere Weise geregelt (siehe den Art. 11).

#### **Zum Artikel 7**

Die nationalen Rechte können den hier vorgesehenen Erfordernissen weitere hinzufügen. Für juristische Personen und Handelsgesellschaften hat im Buchstaben b an die Stelle des Wohnsitzes der Sitz der juristischen Personen oder der Gesellschaft zu treten.

**Zum Artikel 8**

Der Besitz wird hier nicht etwa als eigenes dingliches Recht, sondern als allfällige Wirkung einer Hypothek anerkannt.

**Zum Artikel 9**

Dieser Artikel enthält einen Ansatz zur Rechtsvereinheitlichung bei den Gegenständen, auf die sich die Schiffshypothek erstreckt. Für die in Abs. 1 bezeichneten Gegenstände können die einzelnen Rechtsordnungen selbst keine Abweichung vorsehen, sondern nur abweichende Vereinbarungen zwischen den Parteien rechtswirksam zulassen. Für den Bereich des Abs. 2 ist hingegen das Recht des Eintragungsstaates für die Rechtsordnungen aller anderen Vertragsstaaten maßgebend.

**Zum Artikel 10**

Die Bestimmung bezieht sich auf Entstehen, Inhalt, Übergang und Erlöschen der im Art. 4 Abs. 1 bezeichneten dinglichen Rechte. Soweit es sich um den Übergang des Eigentums oder das Erlöschen anderer dinglicher Rechte auf Grund einer Zwangsvollstreckung handelt, gilt für die Staaten, die auch das Protokoll Nr. 2 angenommen haben, vor allem dieses. Was die Staaten betrifft, die das Protokoll Nr. 2 nicht annehmen, bleibt es ihnen überlassen, unter welchen Voraussetzungen sie Wirkungen ausländischer Vollstreckungsverfahren anzuerkennen bereit sind.

**Zum Artikel 11**

Dieser Artikel soll eine weitgehende Vereinheitlichung der Rechte der Mitgliedstaaten bewirken. Die hier aufgezählten Privilegien gehen überall in der Hypothek im Rang vor. Was andere Forderungen betrifft, so sind sie — mit Ausnahme der im Art. 12 angeführten Rechte, die aber nicht eigentlich Privilegien sind — nur dort Vorzugsrechte, wo sie ebenso wie im Eintragungsstaat privilegiert sind (Art. 13).

**Zum Artikel 12**

Das Wort „Wegschaffung“ im Abs. 2 soll auch den Fall decken, in dem ein Wrack an Ort und Stelle vernichtet wird.

**Zum Artikel 13**

Bei den Verhandlungen zur Abfassung des Protokolls wollten bestimmte Delegationen die Liste des Art. 11 um verschiedene Fälle bereichern, so um Forderungen für Hebung des Schiffes oder wegen Körperschäden des Kapitäns oder anderer Besatzungsmitglieder aus einem Schiffsunfall oder auch für Körperschäden der Reisenden oder für rückständige Versicherungsprämien. Für den Fall, in dem die Forderung vor Eintragung der Hypothek entstanden ist, wollten einzelne Delegationen diesen Hypotheken auch

Forderungen wegen Beschädigung beförderter Waren oder Gepäckstücke und wegen Beschädigung anderer Schiffe oder Gegenstände durch das Binnenschiff vorangehen lassen. Ein Kompromiß konnte nur in der Richtung erzielt werden, daß derartige Forderungen dann und in dem Ausmaß privilegiert sind, in dem die Rechte der beiden beteiligten Vertragsstaaten dies vorsehen. Es mußte daher auch darauf verzichtet werden, in den folgenden Artikeln Einzelheiten für die im Art. 13 zugelassenen Privilegien zu regeln.

**Zum Artikel 14**

Die Abs. 1 und 2 sollen eine gewisse Vereinheitlichung des Umfangs der Privilegien bewirken. Gegen den Buchstaben b des Abs. 2 sind Bedenken geltend gemacht worden, weil die dort angeführten Ansprüche auch einer gutgläubigen Person übertragen oder verpfändet worden sein können. Aus diesem Grund ist im Art. 19 eine Vorbehaltsmöglichkeit vorgesehen worden.

Selbstverständlich kann nach Zwangsversteigerung des Schiffes das Privileg nur auf den Erlös geltend gemacht werden.

**Zum Artikel 15**

Der Schlußteil des Abs. 2 ist wohl auch auf die unter den Art. 11 Buchstaben a und b fallenden Forderungen anzuwenden, soweit sich zwischen ihnen eine Reihenfolge nach der Aufzählung nicht bestimmen läßt.

**Zum Artikel 16**

Der erste Halbsatz gilt, gleichgültig ob die privilegierte Forderung nur während des Betriebes des Binnenschiffes durch eine andere Person als den Eigentümer oder eben wegen dieses Betriebes entstanden ist.

**Zum Artikel 17**

Da es sich oft um im Ausland geltend zu machende Forderungen handelt, wurde die Frist von einem Jahr für angemessen erachtet. Für die gerichtliche Geltendmachung sind die Formen des Rechtes des Eintragungsstaates einzuhalten.

**Zum Artikel 18**

Dieser Artikel enthält Verweisungsnormen für alle Fragen, die im Protokoll nicht inhaltlich geregelt sind. Damit soll aber keineswegs gesagt werden, daß die im Art. 13 bezeichneten Privilegien in allen Vertragsstaaten im Umfang des Rechtes des Eintragungsstaates anerkannt werden müssen (vgl. die Ausführungen zu den Art. 11 und 13).

**Zum Artikel 19**

Von diesem Vorbehalt war bereits zum Art. 14 die Rede.

**C. Zum Protokoll Nr. 2****Zum Artikel 1**

Was den Buchstaben a anlangt, darf auf die Ausführungen zum Art. 15 des Übereinkommens und zum Art. 1 des Protokolls Nr. 1 verwiesen werden.

Laut Buchstaben b gelten die Regeln des Protokolls über die Sicherungsbeschlagnahme für alle im nationalen Recht vorgesehenen Maßnahmen, die der Definition entsprechen — und nur für diese. Unter der Wendung „die tatsächliche Stilllegung bewirken“ ist jede Verfügung zu verstehen, durch die ausgesprochen wird, daß ein Schiff zum Zweck der Sicherung einer Forderung oder eines anderen — etwa dinglichen — Rechtes einen bestimmten Ort nicht verlassen darf. Es ist dabei nicht erforderlich, daß dieser Verfügung auch entsprochen wird. Unter die Begriffsbestimmung fallen daher die einstweiligen Verfügungen des österreichischen Rechtes, die auf Stilllegung des Schiffes lauten.

Der Begriff der Zwangsvollstreckung ist in Buchstabe c umrissen; zwangsweise Eintragungen von Schiffshypotheken oder Enteignungsmaßnahmen fallen nicht darunter.

**Zum Artikel 2**

Es darf auf das zum Art. 2 des Protokolls Nr. 1 Gesagte verwiesen werden.

**Zum Artikel 3**

Die mit der Eröffnung eines Konkurses im Ausland verbundenen Rechtswirkungen sind viel zu kompliziert, als daß sie für den bloßen Bereich der Binnenschiffahrt hätten geregelt werden können. Der Art. 3 nimmt daher die Wirkungen des Konkurses aus.

Indem im Abs. 1 von Anordnungen, das Binnenschiff an den Ort seiner Eintragung zurückzubringen, und von Betreibungsverfahren, die zum Konkurs führen können, die Rede ist, so wird in beiden Fällen auf Besonderheiten des schweizerischen Rechtes Bezug genommen.

**Zum Artikel 4**

Zum Unterschied von anderen Bestimmungen des Protokolls wird hier nicht von der Zwangsvollstreckung, sondern nur von der Zwangsversteigerung gesprochen. Daraus ergibt sich, daß, sofern die Verfahrensrechte der beiden beteiligten Staaten es zulassen, vorbereitende Maßnahmen für die Zwangsversteigerung auch in einem anderen Staat als in demjenigen durchgeführt werden können, in dem sich das Binnenschiff befindet.

**Zum Artikel 5**

Der Abs. 1 greift der Frage nicht vor, ob die Eintragung der Sicherungsbeschlagnahme oder

der Zwangsvollstreckung als rechtsbegründend anzusehen ist, oder ob diese Eintragung nur bedeutet, daß die betreffende Maßnahme auch Dritten gegenüber wirksam wird.

Unter der „behördlich hierzu befugten Person“ nach Abs. 2 sind Angehörige von Berufsgruppen zu verstehen, denen nach dem nationalen Recht der Vollzug bestimmter gesetzlicher Vorschriften obliegt, so in manchen Rechtsordnungen z. B. der Notar, der « avoué » oder der « huissier ».

**Zum Artikel 6**

Was die Frage der Entstehung dinglicher Rechte durch die Eintragung betrifft, darf auf die Ausführungen zum Art. 5 verwiesen werden.

**Zum Artikel 7**

Die Frage, ob ein Zurückbehaltungsrecht die Übergabe an den Ersterher des Binnenschiffs in der Zwangsversteigerung hindern kann, ist zwar bei der Ausarbeitung des Protokolls ausführlich diskutiert worden, eine diesbezügliche Bestimmung enthält das Protokoll aber nicht. Dies bedeutet, daß die nationalen Rechte bei der Regelung dieser Frage frei sind.

**Zum Artikel 8**

Der Abs. 1 entspricht dem Art. 11 Abs. 2 des Übereinkommens. Erforderliche Übersetzungen müssen von der die Mitteilung empfangenden Behörde hergestellt werden, ohne daß Kostenersatz von der Behörde des anderen Staates verlangt werden kann. Der Abs. 2 trägt dem Erfordernis einer raschen Publizität Rechnung. Die Eintragung kann bereits vor Einlangen der schriftlichen Bestätigung des Ersuchens vorgenommen werden, sie ist bis zu diesem Einlangen aufschiebend bedingt. Unter einer telegrafischen Übermittlungsweise im Sinn des Abs. 2 ist auch die Mitteilung durch Fernschreiber zu verstehen.

**Zum Artikel 9**

Die Rechtssicherheit verlangt, daß die in einem Vertragsstaat ausgesprochene Sicherungsbeschlagnahme auch in den anderen Vertragsstaaten anerkannt wird. Der Art. 9 führt dadurch — ebenso wie der Art. 19 — zu einer merkwürdigen Konstruktion, weil er die Anerkennung einer auf Grund einer Entscheidung getroffenen Maßnahme, nicht aber die der Entscheidung selbst, auf Grund deren die Maßnahme getroffen worden ist, vorsieht. Es hätte aber den Rahmen des Protokolls bei weitem überschritten, die gegenseitige Anerkennung aller — gerichtlichen oder verwaltungsbehördlichen — Entscheidungen zu vereinbaren, die zu einer Sicherungsbeschlagnahme eines Binnenschiffs führen können.

Im Abs. 2 wird einer der wichtigsten Fälle des Widerspruchs gegen den ordre public, nämlich

das Vorhandensein einer entgegenstehenden rechtskräftigen Entscheidung in dem Staat, in dem die Maßnahme anerkannt werden soll, als Versagungsgrund festgelegt. Hiezu kommt noch das Recht, der fremden Maßnahme die Anerkennung zu versagen, wenn ein für den Zweitstaat wirksamer Konkurs eröffnet worden ist und das Binnenschiff zur Konkursmasse gehört (Art. 3). Daß der im Abs. 2 angeführte Versagungsgrund zu den Versagungsgründen des *ordre public* gehört, bedeutet nicht, daß ein Vertragsstaat die Anerkennung nicht aus einem anderen dem *ordre public* zuzuzählenden Versagungsgrund verweigern kann. Vielmehr ist bei der Abfassung dieser Bestimmung davon ausgegangen worden, daß die Vertragsteile eines internationalen Übereinkommens die Einwendung des *ordre public* gegen die Anerkennung ausländischer Maßnahmen immer heranziehen können, wenn diese Maßnahmen auf ihrem Gebiet bestehende Rechtsgrundsätze verletzen könnten.

#### Zum Artikel 10

Nach einigen Rechten kann die Beschlagnahme zunächst von einem öffentlichen Organ durchgeführt und erst dann vom Gericht bewilligt werden. Ob eine Sicherungsbeschlagnahme auch noch dann bewilligt werden kann, wenn der Gläubiger bereits einen Exekutionstitel hat, oder ob dann nur noch die Zwangsvollstreckung bewilligt werden kann, bleibt den einzelnen Rechten überlassen.

#### Zum Artikel 11

Für die Notwendigkeit des Abs. 2 wurde ins Treffen geführt, daß es etwa nach einem Schiffszusammenstoß zu langwierigen Untersuchungen kommen kann, die es dem Antragsteller nicht ermöglichen, sein Recht rasch genug glaubhaft zu machen, um durch eine Sicherungsbeschlagnahme die Durchsetzung seiner allfälligen Ansprüche zu sichern.

#### Zum Artikel 12

Diese Bestimmung bedarf keiner Erläuterung.

#### Zum Artikel 13

Zum Unterschied vom Art. 17 des Protokolls Nr. 1 konnte man sich hier auf keine einheitliche Frist einigen.

#### Zum Artikel 14

Die Frage, ob die Sicherungsbeschlagnahme durch den Widerruf der diesbezüglich erteilten Bewilligung oder durch eine Aufhebung der Beschlagnahme beendet wird, ist eine rein rechtstechnische, die sich nach dem jeweiligen Ort der Bewilligung der Maßnahme richtet.

#### Zum Artikel 15

Die Sicherheit nach Abs. 1 kann in der Höhe der Forderung zuzüglich Kosten und Zinsen festgesetzt werden. Der Abs. 2 bezieht sich sowohl auf Haftungsbegrenzungen nach nationalen Rechtsvorschriften als auch auf das am 1. März 1973 zur Unterzeichnung aufgelegte, aber noch nicht in Kraft getretene Übereinkommen über die Begrenzung der Haftung der Eigentümer von Binnenschiffen.

#### Zum Artikel 16

Der Abs. 1 gilt auch dann, wenn das Recht — sei es im Weg der Gesamt-, sei es im Weg der Einzelnachfolge — auf eine andere Person übergegangen ist; es handelt sich ja immer noch um die Durchsetzung „desselben Rechtes“. Der Abs. 2 soll die Anspruchsberechtigten vor allem dann schützen, wenn Schwierigkeiten bei der Überweisung der Sicherheit dazu führen, daß sie in einem anderen Staat keine oder nur noch eine für die Durchsetzung der Rechte nicht ausreichende Wirksamkeit hat.

#### Zum Artikel 17

Dieser Artikel dient nur der Klarstellung.

#### Zum Artikel 18

In vielen europäischen Staaten wird die Benutzung des Schiffes gestattet, ohne daß deswegen die Sicherungsbeschlagnahme aufgehoben werden muß. Wegen der Begriffsbestimmungen im Art. 1 Buchstabe b war hier eine Klarstellung notwendig.

#### Zum Artikel 19

Die Erläuterungen zum Art. 9 für die Sicherungsbeschlagnahme gelten sinngemäß auch für diesen Artikel, der die Einleitung des Kapitels über die Zwangsvollstreckung bildet.

#### Zum Artikel 20

Diese Bestimmung, die einigen Delegationen bei der Abfassung des Protokolls notwendig schien, mag für bestimmte Staaten überflüssig sein. Dies gilt vor allem bei den inländischen Titeln. Für die ausländischen Titel bedeutet der Art. 20, daß sie nur dann als Grundlage für eine Zwangsvollstreckung dienen können, wenn sie — etwa auf Grund eines mehrseitigen oder eines zweiseitigen Staatsvertrages (§ 79 EO) — in dem Staat, in dem die Zwangsvollstreckung durchgeführt werden soll, vollstreckbar sind.

#### Zum Artikel 21

Der Schlußteil des Abs. 1 Buchstabe a („... und zwar sowohl ...“) bezieht sich selbstverständlich auf die „öffentliche Bekanntmachung“. Der Buch-

stabe a des Abs. 2 ist nur eine Ausführungsbestimmung zum Abs. 1, während der Buchstabe b eine zusätzliche Pflicht der Registerbehörde vorsieht. Da an der Bekanntmachung auch dann Interesse besteht, wenn die Zwangsvollstreckung in dem Staat der Registerbehörde keine rechtlichen Folgen hat, ist sie auch in den Fällen des Art. 3 Abs. 2 und des Art. 19 Abs. 2 vorzunehmen. Was die „hierzu befugte Person“ im Abs. 2 betrifft, darf auf die Erläuterungen zum Art. 5 verwiesen werden.

#### Zum Artikel 22

Der Abs. 1 regelt nur die technische Durchführung, wenn das Binnenschiff in einem anderen Vertragsstaat als dem seiner Eintragung versteigert worden ist. In rein innerstaatliche Fälle greift das Protokoll in diesem Belang nicht ein. Im Fall des Abs. 2 schien es besser, daß das Schiff Gegenstand einer doppelten Eintragung ist, als daß der Erwerber bei der Versteigerung daran gehindert werden kann, das Schiff auf seinen Namen einzutragen.